



G2C ingénierie

16 rue Pablo Picasso
33140 VILLENAVE D'ORNON

Tel : 05 56 64 86 25
Fax : 05 56 64 86 24



COMMUNE DE LABATUT
DEPARTEMENT DES LANDES

REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Partenaires de l'étude :

Octobre 2017



éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Identification du document

Élément		
Titre du document	Rapport de zonage d'assainissement pour la commune de Labatut	
Nom du fichier	E17210_BC1_Zonage_Labatut v2.docx	
Version	Version 2 : 24/10/2018 17:32:00	
Rédacteur	Antoine YVON	
Vérificateur	Eric FERLAND	
Chef d'agence	Eric FERLAND	

Sommaire

1. PREAMBULE.....	6
2. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	7
3. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE.....	12
3.1. Contexte humain	13
3.1.1. Démographie	13
3.1.2. Répartition de l'habitat.....	13
3.1.3. Activités économiques.....	13
3.2. Contexte hydrographique	14
3.2.1. Objectifs de qualité des masses d'eau superficielle.....	15
3.2.2. Objectifs de qualité des masses d'eau souterraine	17
3.2.3. Stations de mesures – Qualité / Quantité	17
3.3. Contexte géologique et hydrogéologique	18
3.4. Zones classées.....	19
3.4.1. Z.N.I.E.F.F	19
3.4.2. Zone Natura 2000	20
3.4.3. Zone de répartition des eaux.....	20
3.4.4. Zone vulnérable	20
3.4.5. Zone sensible	21
3.4.6. Zone humide	21
3.4.7. Périmètres de protection.....	21
3.5. Contexte climatique	21
3.6. Documents d'urbanisme.....	22
3.7. Plan des réseaux des eaux usées actuels et zonage d'assainissement en vigueur.....	22
4. GENERALITES SUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DONNEES DE LA ZONE D'ETUDE	24
4.1. L'assainissement collectif	25
4.1.1. Généralités	25
4.1.2. L'assainissement collectif sur le territoire de la commune de Labatut	25
4.2. L'assainissement non collectif	28
4.2.1. Généralités	28
4.2.2. L'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Labatut.....	31
5. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL	35
5.1. Etat de la connaissance de l'aptitude des sols	36
5.1.1. Contexte géologique	36
5.1.2. Compléments à réaliser	36
5.2. Investigations de terrain	38
5.2.1. Réalisation de sondages	38
5.2.2. Mesures de perméabilité	38
5.2.3. Synthèse des investigations de terrain	39
6. ETUDE DE FAISABILITE : GESTION DES EAUX USEES DES ZONES A URBANISER ET URBANISEES.....	40

6.1. Secteurs d'étude.....	41
6.1.1. Zones d'aménagement d'ensemble.....	41
6.1.2. Lieu-dit Haou	42
6.2. Calcul du taux d'utilisation de la STEP à terme	46
6.3. Conclusion du scenario de collecte	47
7. ELABORATION DES CARTES DE ZONAGES	48
8. EXAMEN CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE.....	49
9. CONCLUSIONS	50
10. PROPOSITION DE LA CARTE DE ZONAGE	51
11. ANNEXES	52

Table des illustrations

Figure 1 : Calendrier de la mise en œuvre de la Directive Cadre.....	10
Figure 2 : Evolution de la population depuis 1968 à Labatut	13
Figure 3 : Contexte hydrographique de la zone d'étude (source Géoportail)	14
Figure 4 : Présentation de la masse d'eau Le Gave de Pau du confluent du Clamondé au confluent du Gave d'Oloron (source SIEAG).....	15
Figure 5 : Résultats des données qualité sur Le Gave de Pau à Cauneille pour 2016 (source SIEAG).....	16
Figure 6 : Pressions sur la masse d'eau Le Gave de Pau du confluent du Clamondé au confluent du Gave d'Oloron (source SIEAG).....	16
Figure 7 : Contexte géologique de la zone d'étude (BRGM - 1/50 000ème)	18
Figure 8 : Localisation des ZNIEFF de type II sur la zone d'étude.....	19
Figure 9 : Localisation de la zone Natura 2000 sur la zone d'étude.....	20
Figure 10 : Extrait de la carte de zonage issue du PLU de Labatut.....	22
Figure 11 : Volumes entrants sur l'année 2015 dans la station d'épuration de Labatut	26
Figure 12 : Schéma de principe de l'assainissement non collectif.....	29
Figure 13 : Répartition des contrôles des assainissements autonomes selon les différentes classes.....	32
Figure 14 : Zonage d'assainissement actuel et secteurs d'étude.....	41
Figure 15 : Vue aérienne de la zone d'étude	42
Figure 16 : Schéma illustrant le projet d'extension du réseau de collecte – Lieu dit Haou	43
Figure 17 : Capacité résiduelle de la station d'épuration de Labatut.....	46

Table des tableaux

Tableau 1 : Données INSEE de la commune de Labatut.....	13
Tableau 2 : Répartition de l'habitat pour la commune de Labatut (Données INSEE).....	13
Tableau 3 : Activités économiques sur la commune de Labatut (Données INSEE).....	13
Tableau 4 : Objectif du SDAGE Adour Garonne pour les masses d'eau superficielle de la zone d'étude	15
Tableau 5 : Objectif du SDAGE Adour Garonne pour les masses d'eau souterraine de la zone d'étude	17
Tableau 6 : Etat quantitatif et chimique des masses d'eau souterraines du secteur d'étude.....	17
Tableau 7 : Résumé des consommations d'eau potable à Labatut	26
Tableau 8 : Liste des gros consommateurs à Labatut.....	27
Tableau 9 : Choix du type de filière d'assainissement non collectif	30
Tableau 10 : Récapitulatif des contrôles des assainissements autonomes sur Labatut.....	34
Tableau 11 : Récapitulatif des investigations pédologiques sur les parcelles pouvant changer de destination	37
Tableau 12 : Tableau des critères pour la classification d'un site à l'aptitude du sol pour l'épuration et/ou à l'infiltration des eaux.....	39
Tableau 13 : Pourcentage de sites suivant le critère « Vitesse d'infiltration en mm/h »	39
Tableau 14 : Coût estimatif du projet et critères d'éligibilité aux subventions	43
Tableau 15 : Coût estimatif en prenant en compte les branchements futurs à terme	44
Tableau 16 : Chiffrage détaillé du projet d'extension du réseau d'assainissement.....	45

1. PREAMBULE

La réalisation du zonage de la commune de Labatut a pour but de proposer aux élus les solutions techniques les mieux adaptées au traitement et au rejet dans le milieu naturel, des eaux usées d'origine domestique pour les habitations existantes et futures projetées dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme.

Cette étude prend en considération :

- L'état des dispositifs d'assainissement non collectif en lien avec les missions de contrôles réalisées par le SPANC,
- L'évolution de l'urbanisme sur la commune et l'intercommunalité,
- La présence d'un réseau d'assainissement collectif dans le bourg,
- Les projets de travaux de la collectivité liés aux réseaux d'assainissement du bourg.

2. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La gestion de l'eau est toujours un des chantiers majeurs des collectivités locales pour les prochaines années. En effet, l'appareil législatif et réglementaire résultant de la directive européenne du 21 mai 1991, de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, de la directive cadre du 23 octobre 2000, et enfin de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 a permis de reformuler le débat :

- sur la compétence et le rôle des communes et groupements de communes en matière d'assainissement,
- sur les prescriptions techniques à respecter pour la mise en conformité des systèmes d'assainissement,
- sur les objectifs d'atteinte d'un bon état écologique des masses d'eau.

LA DIRECTIVE EUROPEENNE DU 21 MAI 1991

Cette directive, dite Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) a créé des obligations nouvelles en matière d'assainissement :

- elle oblige à une approche de l'assainissement par agglomération (zone dans laquelle la population ou l'activité économique est suffisamment concentrée pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées vers un système d'épuration unique) et non par commune,
- elle vise les "eaux urbaines résiduaires" ainsi que leur mélange avec les eaux industrielles et les eaux pluviales lorsque celles-ci sont déversées dans le réseau de collecte,
- elle prévoit, en l'absence de système de collecte et de traitement et selon les sensibilités des milieux récepteurs, la mise en œuvre d'un assainissement non collectif conforme.

La directive impose aux collectivités de mettre en place dans un délai donné et selon la sensibilité du milieu récepteur, des dispositifs de collecte et de traitement performants de leurs eaux résiduaires urbaines.

Trois échéances désormais révolues sur le plan législatif :

- **31/12/1998** : agglomérations de plus de 10 000 EH situées dans des zones désignées comme « sensibles » doivent avoir mis en place un traitement poussé des matières organiques, de l'azote et/ou du phosphore.
- **31/12/2000** : agglomérations de plus de 15 000 EH situées hors zones sensibles doivent avoir mis en place un traitement performant des matières organiques.
- **31/12/2005** : agglomérations de plus de 2 000 EH quelles que soient les zones désignées doivent avoir mis en place un traitement performant des matières organiques.
- **31/12/2005** : agglomérations toutes tailles confondues qui disposent d'un réseau de collecte doivent assurer le traitement de leurs effluents par un dispositif approprié respectant les objectifs de qualité des milieux.

LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992

La loi sur l'Eau est la transposition en droit français de la Directive Cadre Européenne de 1991. Elle a été l'occasion d'une réforme importante du régime juridique français de l'assainissement, notamment par les dispositions de son chapitre II, qui concernent l'intervention des collectivités territoriales en matière de gestion de l'eau et d'assainissement.

L'évolution principale introduite par la loi est l'extension des compétences des communes qui doivent désormais prendre en charge :

- Les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, en particulier aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent ;
- Les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement autonome ;
- La délimitation, après enquête publique, des zones d'assainissement collectif et non collectif ;
- En cas de besoin, la délimitation des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols afin d'assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales à l'aval des réseaux, ainsi que les zones où il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, de stockage et éventuellement de traitement des débits et charges des eaux pluviales retenues.

LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

En accord avec la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et son décret d'application du 3 juin 1994, le Code Général des Collectivités Territoriales précise dans ces articles L.2224-8 à L.2224.10, les obligations des communes en matière de délimitation des zones d'assainissement.

Article L.2224-10 du Code Générale des Collectivités Territoriales

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Les collectivités se voient ainsi dans l'obligation de délimiter leurs zones d'assainissement après enquête publiques.

Dans ce but, le décret du 3 juin 1994 précise qu'un dossier relatif au zonage de l'assainissement doit être soumis à l'enquête publique et doit comprendre un projet cartographique ainsi qu'une notice justifiant le choix.

LA DIRECTIVE CADRE EAU DU 23 OCTOBRE 2000

Les principes fondamentaux liés à la gestion de l'eau sont réaffirmés par la directive cadre :

- **Protection de toutes les eaux :**

La planification et la gestion de l'eau visent la protection de toutes les eaux de surface, souterraines et côtières.

- **Nécessité d'une politique intégrée dans le domaine de l'eau :**

Les objectifs à atteindre sont définis en termes de qualité des milieux et non plus seulement de qualité de l'eau.

- **Précaution et action préventive :**

Ce principe encourage la correction par priorité à la source des atteintes à l'environnement et la prévention des pollutions (notamment accidentelles). Intégration de l'analyse économique dans les prises de décision et arbitrages Affirmation des principes du pollueur-payeur et de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, « y compris les coûts pour l'environnement et les ressources ».

- **Nécessité de prendre les décisions « à un niveau aussi proche que possible des lieux d'utilisation ou de dégradation de l'eau » :**

La directive cadre dispose clairement que les acteurs de l'eau doivent participer activement à toutes les étapes d'élaboration du SDAGE. Le comité de bassin, au sein duquel sont représentés les collectivités locales, les usagers, le secteur associatif et les services de l'État, est le garant de leur participation.

- **Renforcement de la participation du public :**

La directive cadre sur l'eau met l'accent sur l'information, la consultation et la participation du public comme condition du succès.

La Directive Cadre assigne donc un objectif d'atteinte de bon état écologique des masses d'eau.

Cette notion intègre une nouvelle logique : l'atteinte d'objectifs ne porte plus uniquement sur la réduction de concentrations de polluants identifiés dans les eaux, mais surtout sur l'état de leur fonctionnement écologique.

La mise en œuvre de la DCE s'organise autour d'un cycle d'actions successives qui s'échelonnent sur le calendrier tel que présenté ci-dessous :

En application de la directive cadre sur l'eau, les objectifs de qualité jusqu'alors utilisés par cours d'eau sont remplacés par des objectifs environnementaux qui sont retenus par masse d'eau.

La directive cadre impose quatre objectifs environnementaux majeurs que sont :

- la non détérioration des ressources en eau,
- l'atteinte du « bon état » en 2015,
- la réduction ou la suppression de la pollution par les substances prioritaires,
- le respect de toutes les normes, d'ici 2015, dans les zones protégées.

Le **bon état est l'objectif à atteindre** pour l'ensemble des eaux en 2015 (sauf report de délai ou objectifs moins stricts). Pour les eaux de surface, le bon état est atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins **bons**. Pour les eaux souterraines, le bon état est atteint lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au moins **bons**.

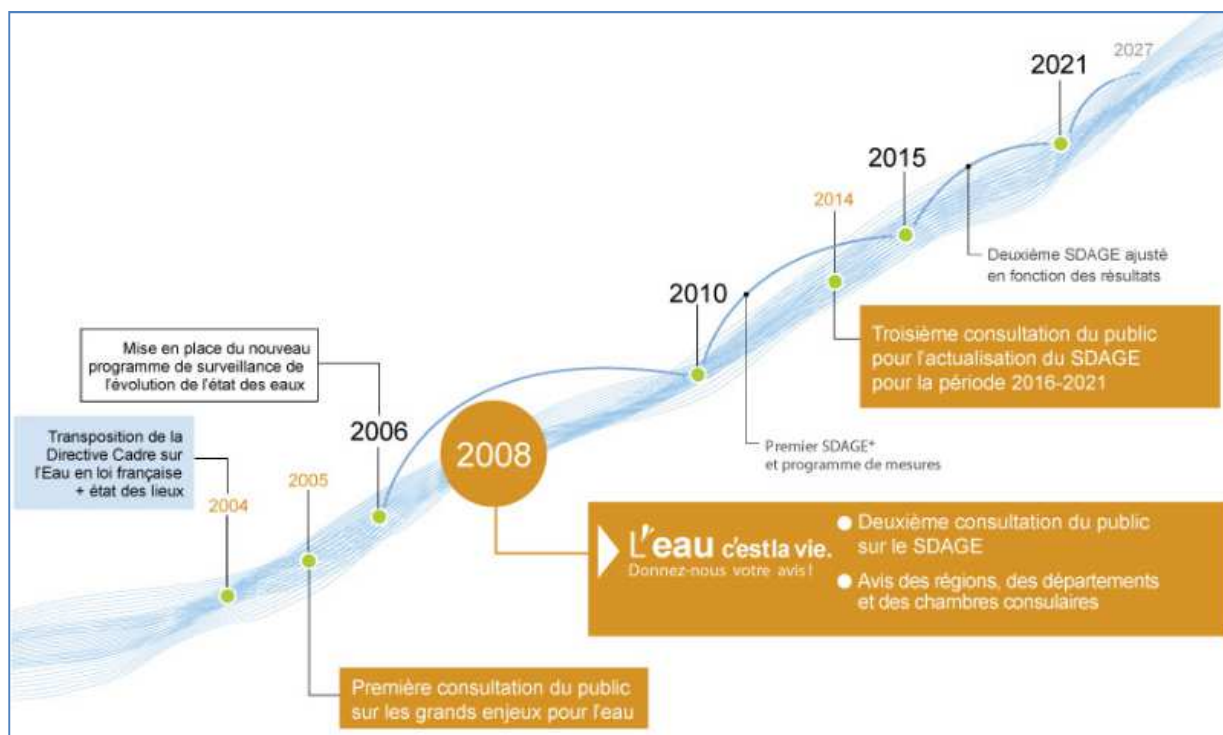


Figure 1 : Calendrier de la mise en œuvre de la Directive Cadre

LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES DU 30 DECEMBRE 2006 (LEMA)

Troisième loi sur l'eau, cette dernière constitue désormais le socle de la politique française de l'eau et conforte les grands principes de gestion de l'eau par bassin versant consacrés par les lois de 1964 et 1992.

La loi de 2006 répond également à des problématiques nouvelles et des enjeux émergents.

- La France doit mener une politique de l'eau ambitieuse et atteindre le bon état écologique de nos eaux de surface et souterraines en 2015 (directive cadre européenne sur l'eau transposée en droit français en 2004).
- Cette loi sur l'eau s'inscrit également dans un contexte de prise en compte des enjeux environnementaux ; elle reprend les textes principaux : loi sur la santé publique, loi risques, loi développement des territoires ruraux (gestion des zones humides et inondations), loi dite « Oudin » de coopération décentralisée, réforme de la police de l'eau, etc.
- La France doit faire face depuis une dizaine d'années à des sujets émergents comme le déséquilibre entre les usages et les ressources, les pollutions nouvelles et diffuses, entre la qualité et la quantité, etc. La loi inscrit dans son article 1er le droit à l'eau pour tous. Elle précise également que la gestion de l'eau devra prendre en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

L'ARRETE DU 21 JUILLET 2015

L'arrêté du 21 juillet 2015, applicable à partir du 1^{er} janvier 2016, pris en application de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, intervient suite aux modifications réglementaires, issues du décret n° 2006-503 du 2 mai 2006, qui a modifié les articles R. 2224-6 et suivantes du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il abroge les arrêtés suivants :

- **Arrêté du 22 décembre 1994** fixant les prescriptions des ouvrages de plus de 2 000 EH ;
- **Arrêté du 22 décembre 1994** relatif à la surveillance des ouvrages de plus de 2 000 EH ;
- **Arrêté du 21 juin 1996** fixant les prescriptions aux ouvrages de moins de 2 000 EH ;
- **Arrêté du 22 juin 2007** relatif aux systèmes d'assainissement collectif et non collectif de plus de 2 000 EH.

Il introduit des modifications réglementaires suivantes :

- définition réglementaire des principaux termes employés dans le vocabulaire de l'assainissement ;
- amélioration de la lisibilité des prescriptions, notamment celles afférentes à l'autosurveillance ;
- introduction du principe de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, pour limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte ;
- précisions des dispositions du code de l'environnement afférentes à la gestion et au suivi des boues issues du traitement des eaux usées ;
- introduction de prescriptions relatives au suivi des micropolluants pour les stations de traitement des eaux usées ;
- assouplissement des dispositions relatives aux systèmes d'assainissement de petite taille, afin d'optimiser le rapport coût/bénéfice pour l'environnement des ouvrages d'assainissement et des modalités de surveillance de ces derniers ;
- suivi régulier par les collectivités de leurs ouvrages et notamment du système de collecte des eaux usées, afin d'en assurer une gestion pérenne ; – précisions sur la prise en compte du temps de pluie dans les projets d'assainissement ;
- prise en compte des coûts et des bénéfices lors du choix de solutions techniques.

Cet arrêté fixe par ailleurs les nouvelles prescriptions applicables aux installations de collecte, de transport et de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement et aux dispositifs d'assainissement non collectif, avec notamment la surveillance des rejets des déversoirs d'orage et trop-pleins des réseaux au droit des tronçons transitant plus de 120 kg de DBO₅/j.

LES ARRETES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Ces arrêtés reposent sur trois logiques :

- mettre en place des installations neuves de qualité et conforme à la réglementation,
- réhabiliter prioritairement les installations existantes présentant des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement,
- s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme des réhabilitations des installations existantes.

L'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié en date du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques en matière d'installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO₅ (Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Il réaffirme le pouvoir épurateur des sols et applique des procédures d'autorisation des innovations techniques. Certains dispositifs pourront être agréés par le Ministère en charge de l'Ecologie et de la Santé en fonction de deux conditions : ces dispositifs devront respecter les principes généraux de protection des personnes et des milieux et un certain niveau de performances épuratoires. En cas de marquage CE préalable, les systèmes feront l'objet d'une évaluation simplifiée sur dossier. Dans le cas contraire, les dispositifs devront être évalués sur plateforme d'essai selon les propositions de l'AFSSET (agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail). Les autorités publiques se réservent ensuite la possibilité de suspendre ou de retirer l'agrément sur la base de résultats obtenus in situ. Deux principes d'évacuation des eaux sont retenus : l'infiltration dans les sols (cas général) ou l'irrigation souterraine et le rejet en milieu hydraulique superficiel si le premier ne peut être réalisé. Ce texte fixe également les modalités d'entretien et de vidange des installations d'ANC et aborde le cas des toilettes sèches.

L'Arrêté du 27 avril 2012 fixant les modalités de contrôle des installations d'ANC dans lequel sont notamment précisés les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes. La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

L'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites. Ce texte vise à assurer une bonne gestion et une traçabilité des matières de vidange comparables aux règles applicables aux boues d'épuration.

CONCLUSION

L'assainissement des eaux usées continue donc d'être un élément indispensable au maintien, voire à la reconquête de la qualité des milieux naturels. Cette approche découle directement de l'application des principes généraux du **développement durable**, à savoir la capacité à répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la possibilité de satisfaire ceux des générations à venir.

3. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

3.1. Contexte humain

3.1.1. Démographie

D'après les recensements INSEE, la commune de Labatut voit sa population augmenter depuis le début des années 2 000.

En 2013, il est relevé 1435 habitants soit 68.5 habitants par km².

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Population	1147	992	1034	952	1102	1334	1435
Densité moyenne (hab/km²)	54.7	47.4	49.4	45.4	52.6	63.7	68.5

Tableau 1 : Données INSEE de la commune de Labatut

Le graphique suivant permet d'observer une diminution, suivi d'une augmentation progressive de la population à Labatut :

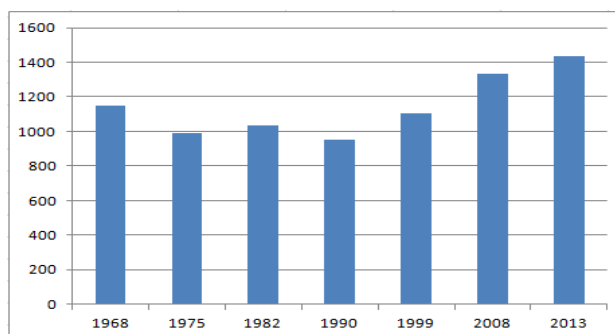


Figure 2 : Evolution de la population depuis 1968 à Labatut

3.1.2. Répartition de l'habitat

D'après les données INSEE présentées ci-dessous, 86% des logements sont des résidences principales à Labatut. Le ratio nombres d'habitant par rapport au nombre de résidence principale est de **2,43 habitants / logement**.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble	325	323	379	412	459	598	682
Résidences principales	296	280	309	345	413	539	590
Résidences secondaires	15	17	19	24	32	26	25
Logements vacants	14	26	51	43	14	33	67

Tableau 2 : Répartition de l'habitat pour la commune de Labatut (Données INSEE)

3.1.3. Activités économiques

D'après les données INSEE de fin d'année 2014, il est recensé 125 établissements actifs à Labatut. 48.8 % de ces activités sont de type commerce, transport et service divers et 21.6 % sont de type agricole ou sylvicole.

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2014	125	100	92	27	3	1	2
Agriculture, sylviculture et pêche	27	21.6	21	6	0	0	0
Industrie	10	8	5	2	1	1	1
Construction	18	14.4	12	6	0	0	0
Commerce, transports, services divers	61	48.8	49	10	1	0	1
dont commerce et réparation automobile	23	18.4	16	6	1	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	9	7.2	5	3	1	0	0

Tableau 3 : Activités économiques sur la commune de Labatut (Données INSEE)

3.2. Contexte hydrographique

Le lac des Glés se situe juste au Sud de Labatut et au nord du Gave de Pau. Ce plan d'eau reçoit les eaux de nombreux petits affluents que composent les ruisseaux et rivières situés tout autour de Labatut. Il déverse ses eaux dans le Gave de Pau qui rejoindra le Gave d'Oloron quelques kilomètres à l'aval.

Voici une liste des principaux ruisseaux situés sur la commune et rejoignant le Gave de Pau :

- Le ruisseau de Lacau
- Le ruisseau de Larraton
- Arriou de Peyré (s'écoulant au Sud du Gave de Pau)

La figure suivante présente le contexte hydrographique de la zone d'étude.

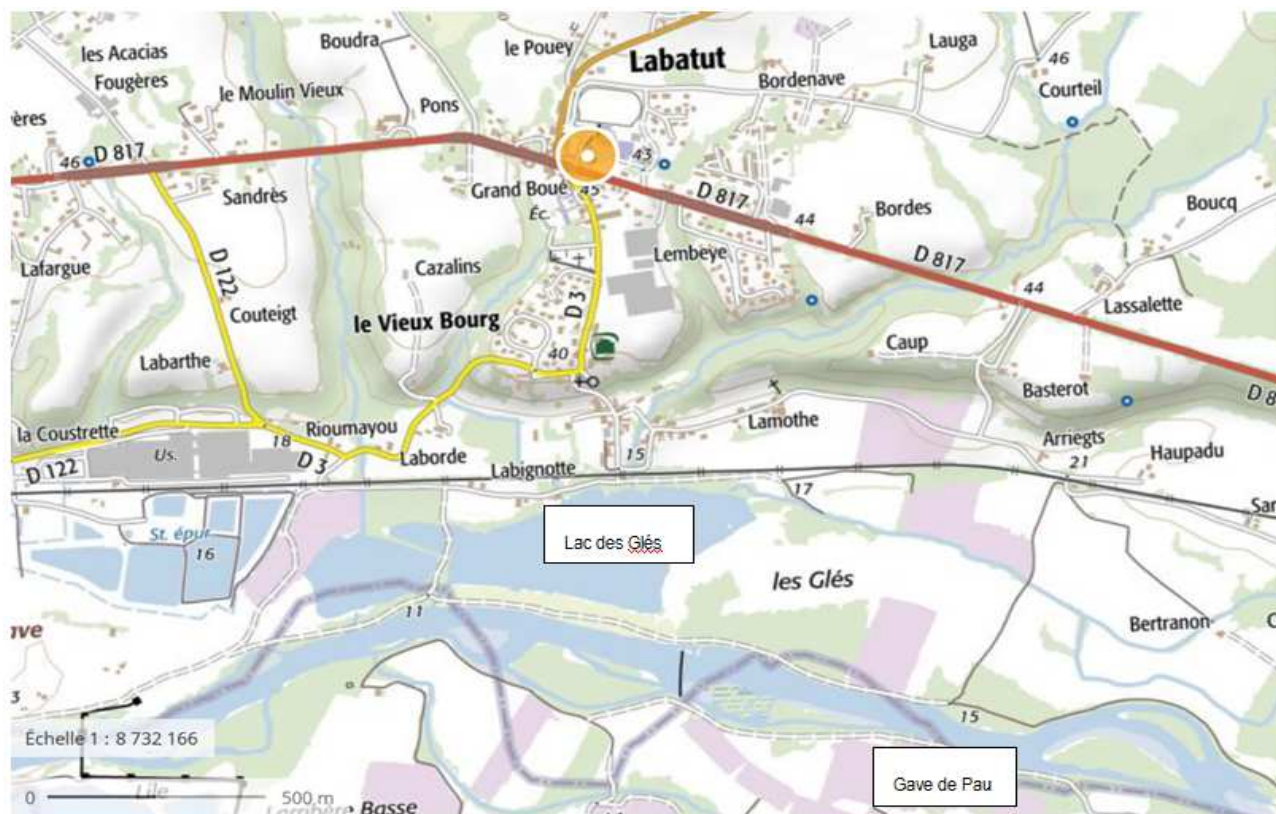


Figure 3 : Contexte hydrographique de la zone d'étude (source Géoportail)

3.2.1. Objectifs de qualité des masses d'eau superficielle

D'après les données de l'Agence de l'eau Adour Garonne et du SDAGE 2010-2015 associé, les objectifs de Bon état pour les différentes masses d'eau superficielles recensées sur la commune de Labatut sont décrits dans le tableau suivant :

Commune	N° d'identification	Nom de la masse d'eau	Longueur (km)	Objectif état global		Objectif état écologique		Objectif état chimique	
				Objectif	Délai	Objectif	Délai	Objectif	Délai
Labatut	FRFR277A	Le Gave de Pau	38	Bon état	2027	Bon état	2027	Bon état	2015
Labatut	FRFR277A_9	Arriou de Peyré	7	Bon état	2027	Bon état	2027	Bon état	2015
Labatut	FRFR277A_8	Ruisseau de Larranton	6	Bon état	2021	Bon état	2021	Bon état	2015
Labatut		Ruisseau de Lacau	4	Bon état					

Tableau 4 : Objectif du SDAGE Adour Garonne pour les masses d'eau superficielle de la zone d'étude

LE GAVE DE PAU

Le rejet de la STEP de Labatut se fait dans le Gave de Pau. Ses caractéristiques principales sont présentées ci-après :



Figure 4 : Présentation de la masse d'eau Le Gave de Pau du confluent du Clamondé au confluent du Gave d'Oloron (source SIEAG)

Sur cette masse d'eau on recense 5 stations de mesure de la qualité des eaux :

- Sur la commune de Cauneille (station n°05207145)
- Sur le Gave de Pau en amont de Gave d'Oloron (station n°05207150)
- Sur la commune de Saint-Cricq-du-Gave (station n°05207900)
- Sur la commune de Lahontan (station n°05208000) qui n'est plus utilisée depuis 1981.
- A l'aval d'Orthez (station n°05209000)

La plus proche de notre zone d'étude est la station de Saint-Cricq, mais cette dernière n'est plus en service depuis 2015. Nous présentons donc ci-dessous les données de 2016 issues de la station n°05207150 située en amont du Gave d'Oloron à proximité de Cauneille.

Durant cette année, le bon le bon état physico-chimique est atteint pour Le Gave de Pau :

Physico chimie		Bon	
Les valeurs retenues pour qualifier la physico-chimie sur trois années correspondent au percentile 90.			
		Valeurs retenues	Seuil Bon état
Oxygène			
Carbone Organique	Très bon	2.4 mg/l	≤ 7 mg/l
<u>Demande Biochimique en oxygène en 5 jours</u> <u>(D.B.O.5)</u>	Bon	4.6 mg O2/l	≤ 6 mg/l
Oxygène dissous	Très bon	8.5 mg O2/l	≥ 6 mg/l
Taux de saturation en oxygène	Très bon	91 %	≥ 70%
Nutriments			
Ammonium	Très bon	0.1 mg/l	≤ 0,5 mg/l
Nitrites	Très bon	0.09 mg/l	≤ 0,3 mg/l
Nitrates	Très bon	6.7 mg/l	≤ 50 mg/l
Phosphore total	Bon	0.11 mg/l	≤ 0,2 mg/l
Orthophosphates	Bon	0.3 mg/l	≤ 0,5 mg/l
Acidification			
Potentiel min en Hydrogène (pH)	Très bon	7.9 U pH	≥ 6 U pH
Potentiel max en Hydrogène (pH)	Très bon	8.2 U pH	≤ 9 U pH
Température de l'Eau	Très bon	21.2 °C	≤ 25,5° (Eaux cyprinicoles)

Figure 5 : Résultats des données qualité sur Le Gave de Pau à Cauneille pour 2016 (source SIEAG)

Les pressions présentes sur la masse d'eau sont présentées ci-après :

Pressions	
Pression ponctuelle :	
Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Non significative
Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Non significative
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Non significative
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Inconnue
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Significative
Prélèvements d'eau :	
Pression de prélèvement AEP :	Non significative
Pression de prélèvement industriels :	Non significative
Pression de prélèvement irrigations :	Non significative
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Modérée
Altération de l'hydrologie :	Modérée
Altération de la morphologie :	Elevée

Figure 6 : Pressions sur la masse d'eau Le Gave de Pau du confluent du Clamondé au confluent du Gave d'Oloron (source SIEAG)

On note tout de même une pression sur ce cours d'eau liée à l'utilisation de pesticides en agriculture, ainsi qu'une altération de la morphologie du cours d'eau.

La pression aux rejets de stations d'épurations domestiques et déversements des DO est jugée, quant à elle, non significative.

3.2.2. Objectifs de qualité des masses d'eau souterraine

Les objectifs de qualité pour les masses d'eau souterraine du secteur d'étude sont présentés dans le tableau suivant.

N° d'identification	Nom de la masse d'eau	Superficie (km ²)	Objectif état global		Objectif état quantitatif		Objectif état chimique	
			Objectif	Délai	Objectif	Délai	Objectif	Délai
FRFG030	Alluvions du Gave de Pau	353	Bon état	2027	Bon état	2015	Bon état	2027
FRFG044	Molasses du bassin de l'Adour et alluvions anciennes de Piémont	5064	Bon état	2027	Bon état	2015	Bon état	2027
FRFG080	Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif	40096	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015
FRFG081	Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif sud aquitain	18823	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015
FRFG082	sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG	25888	Bon état	2027	Bon état	2027	Bon état	2015
FRFG083	Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne	23493	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015
FRFG091	Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain	15562	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015

Tableau 5 : Objectif du SDAGE Adour Garonne pour les masses d'eau souterraine de la zone d'étude

N° d'identification	Nom de la masse d'eau	Etat quantitatif	Etat chimique	Pression diffuse : Nitrates d'origine agricole	Prélèvements d'eau : pression prélèvement
FRFG030	Alluvions du Gave de Pau	Bon	Mauvais	Significative	Significative
FRFG044	Molasses du bassin de l'Adour et alluvions anciennes de Piémont	Bon	Mauvais	Significative	Pas de pression
FRFG080	Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif	Bon	Bon	Inconnue	Non significative
FRFG081	Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif sud aquitain	Bon	Bon	Inconnue	Pas de pression
FRFG082	sables, calcaires et dolomies de l'éocène-paléocène captif sud AG	Mauvais	Bon	Inconnue	Non significative
FRFG083	Calcaires et sables de l'oligocène à l'ouest de la Garonne	Bon	Bon	Inconnue	Significative
FRFG091	Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain	Bon	Bon	Inconnue	Non significative

Tableau 6 : Etat quantitatif et chimique des masses d'eau souterraines du secteur d'étude

Les pressions sur les masses d'eau souterraine sont évaluées vis-à-vis des apports de nitrates d'origine agricoles et des prélèvements d'eau.

3.2.3. Stations de mesures – Qualité / Quantité

Il n'y a pas de station de mesures qualité/quantité des masses d'eaux au niveau de la commune de Labatut, ni sur le Lac des Glés.

3.3. Contexte géologique et hydrogéologique

D'après la carte géologique de Labatut au 1/50 000^{ème}, la zone d'étude repose sur des graviers, des sables et des alluvions récentes au niveau du Gave et aux alentours (En gris). Plus au Nord de Labatut, on retrouve des couches plus anciennes composées de molasses et de marnes datant du Lutétien (En orange au nord-ouest) et de sables fauves (en marron au nord-est).

Ci-dessous une carte BRGM présentant le contexte géologique de la région de Labatut :

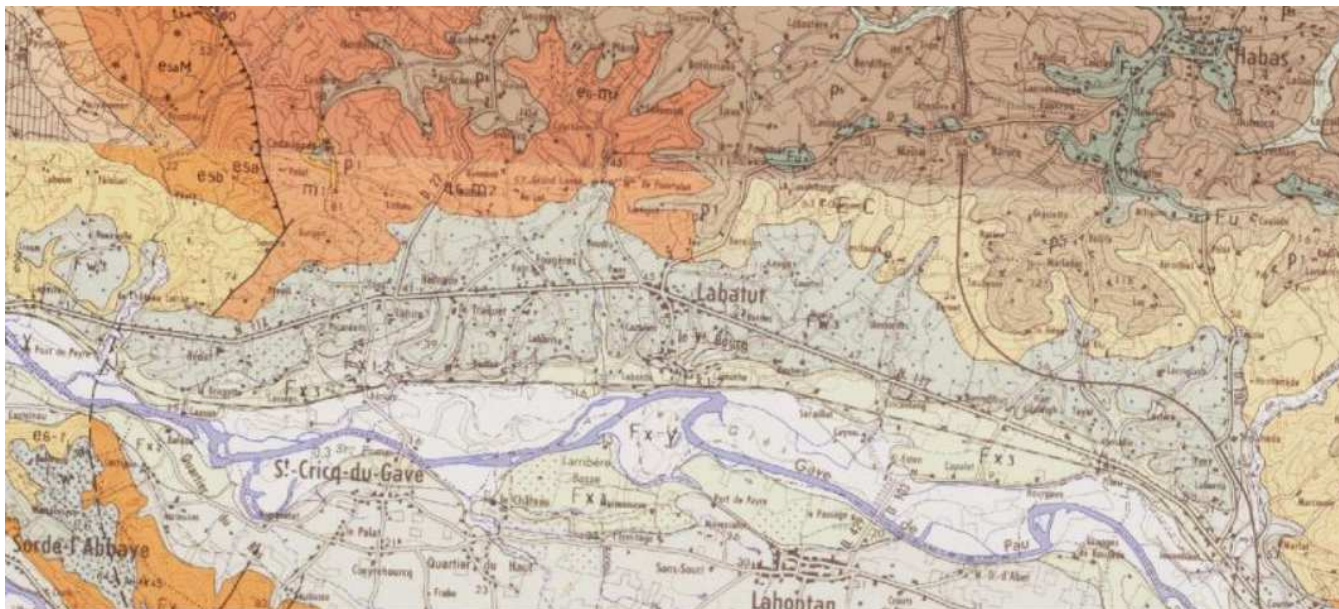


Figure 7 : Contexte géologique de la zone d'étude (BRGM - 1/50 000^{ème})

Légende :

Fx1-2 : Galets, sables et graviers

Fx y : Graviers, sables, limons et argiles fluviales

Fx3 : Graviers, sables et limons

e6-7 : Marnes et calcaires

P : Pliocène. Sables fauves

e6 m2 : Bartonien-Miocène supérieur. Molasses, marnes plus ou moins silteuses

e5a M : Lutétien inférieur. Marnes à concrétions calcaires

3.4. Zones classées

Labatut et plus particulièrement le Gave de Pau et ses abords sont concernés par de nombreuses zones classées. Elles sont recensées en fonction de leur type dans les paragraphes suivants.

3.4.1. Z.N.I.E.F.F

On distingue les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type I et II :

- **Les Z.N.I.E.F.F de type I** sont des zones très locales correspondant à des types de milieu d'intérêt remarquable, notamment du fait de la présence d'espèces rares et menacées nécessitant des protections renforcées. Ce sont des sites exceptionnels d'un point de vue ornithologique et botanique.
- **Les Z.N.I.E.F.F de type II** sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

ZNIEFF DE TYPE I

Le secteur d'étude n'est pas concerné par une ZNIEFF de type I.

ZNIEFF DE TYPE II

Une **ZNIEFF de type 2** est inscrite sur la commune de Labatut. Cette zone de protection est caractérisée et cartographiée ci-dessous.

	Commune	Type	Code	Nomination	Superficie (ha)
1	Labatut	2	720012970	Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques	3000



1- Réseau hydrographique du Gave de Pau et ses annexes hydrauliques

Figure 8 : Localisation des ZNIEFF de type II sur la zone d'étude

3.4.2. Zone Natura 2000

Le secteur d'étude est concerné par un site **Natura 2000** :

	Commune	Type	Code	Nomination	Superficie (ha)
1	Labatut	Directive « Habitat, Faune, Flore »	FR7200781	Gave de Pau	8212

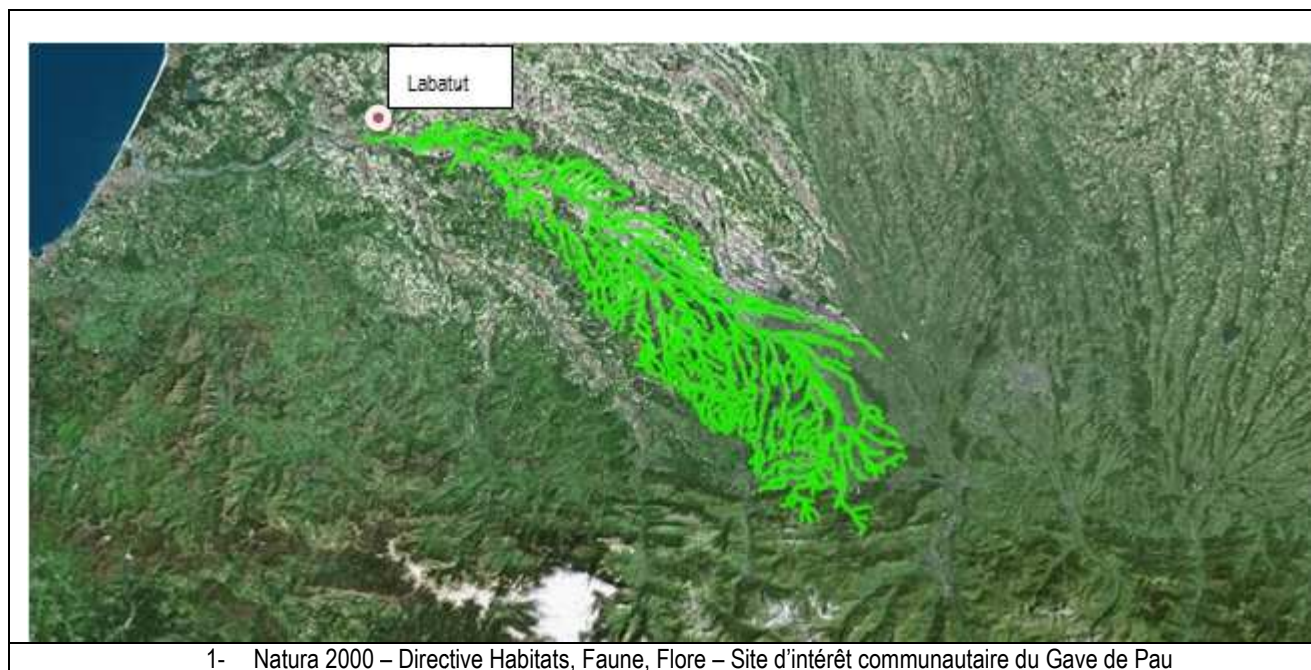


Figure 9 : Localisation de la zone Natura 2000 sur la zone d'étude

3.4.3. Zone de répartition des eaux

Le territoire de Labatut est classé en **Zone de Répartition des Eaux (ZRE)** par le décret n°94-354 du 29 avril 1994, modifié par le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003. Dans ces zones, les seuils d'autorisation et de déclarations des prélèvements dans les eaux superficielles comme dans les eaux souterraines sont abaissés. Dans ces zones, les prélèvements d'eau supérieurs à 8 m³/h sont soumis à autorisation et tous les autres à déclaration.

3.4.4. Zone vulnérable

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable. Sont désignées comme zones vulnérables les zones où :

- les eaux douces superficielles et souterraines, notamment celles destinées à l'alimentation en eau potable, ont ou risquent d'avoir une teneur en nitrates supérieure à 50 mg/l,
- les eaux des estuaires, les eaux côtières ou marines et les eaux douces superficielles qui ont subi ou montrent une tendance à l'eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.

La zone d'étude est considérée comme zone vulnérable.

3.4.5. Zone sensible

Les zones sensibles sont des bassins versants, lacs ou zones maritimes qui sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. Il peut également s'agir de zones dans lesquelles un traitement complémentaire (traitement de l'azote ou de la pollution microbiologique) est nécessaire afin de satisfaire aux directives du Conseil dans le domaine de l'eau (directive "eaux brutes", "baignade" ou "conchyliculture").

La commune de Labatut est classée comme zone sensible à l'eutrophisation sur 1.90% de son territoire.

3.4.6. Zone humide

Il n'y a pas de zone humide sur la commune.

3.4.7. Périmètres de protection

Plusieurs points de prélèvement d'eau ont été repérés sur le secteur d'étude, cependant, ceux-ci ne sont pas utilisés en faveur de l'alimentation en eau potable de la commune mais pour de l'irrigation. Ainsi, aucun périmètre de protection n'est recensé sur la commune.

3.5. Contexte climatique

Le climat prévalant dans les Landes est de type océanique aquitain. Il se caractérise par des hivers doux et des étés chauds, tandis que les précipitations sont relativement fréquentes, particulièrement durant la période hivernale. En moyenne, les précipitations atteignent 100 mm au mois de janvier et sont inférieures de moitié au mois de juillet.

3.6. Documents d'urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labatut est en cours d'élaboration depuis le 9 juillet 2014. La révision du zonage assainissement est basé sur le nouveau document afin d'envisager le raccordement au réseau d'assainissement collectif des différents secteurs déjà urbanisés et à urbaniser.

La cartographie suivante présente le zonage du PLU de Labatut sur l'emprise du bourg et ses alentours pour les seules zones de développement urbain.

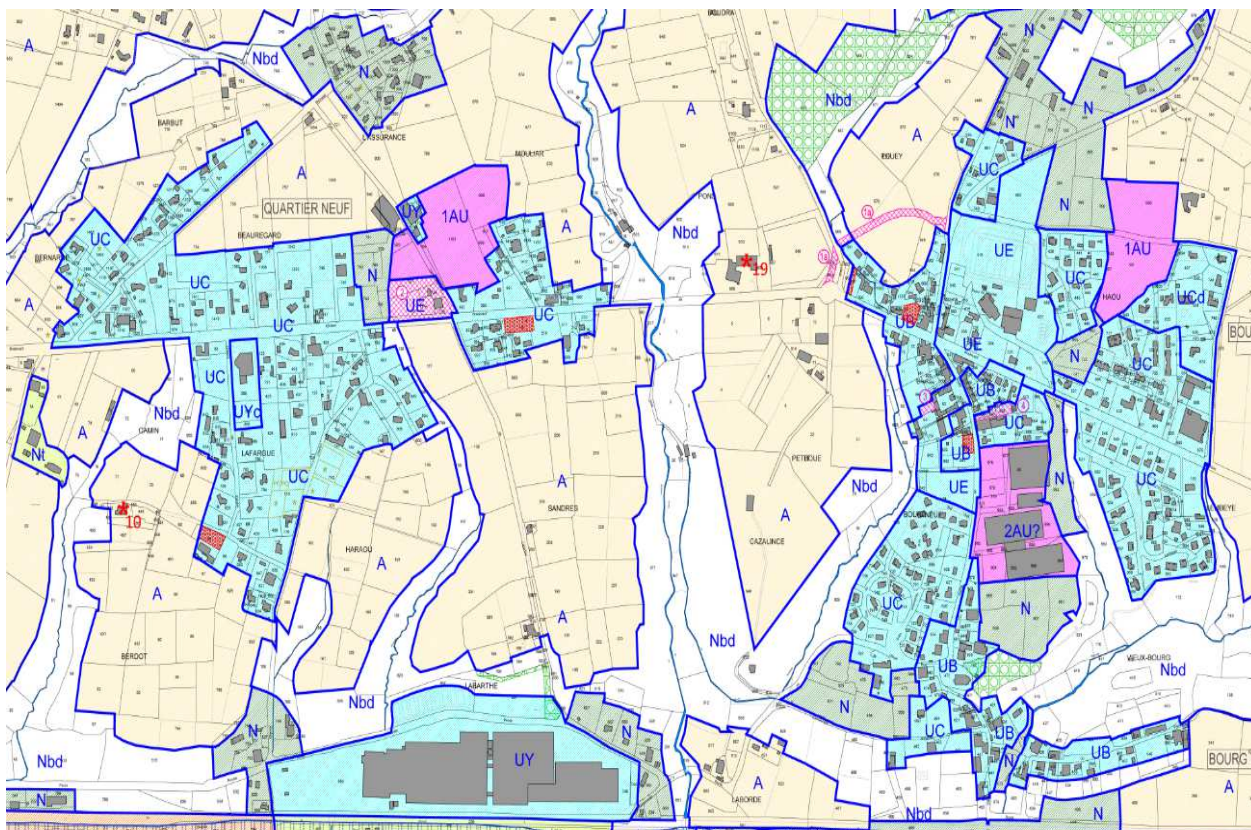


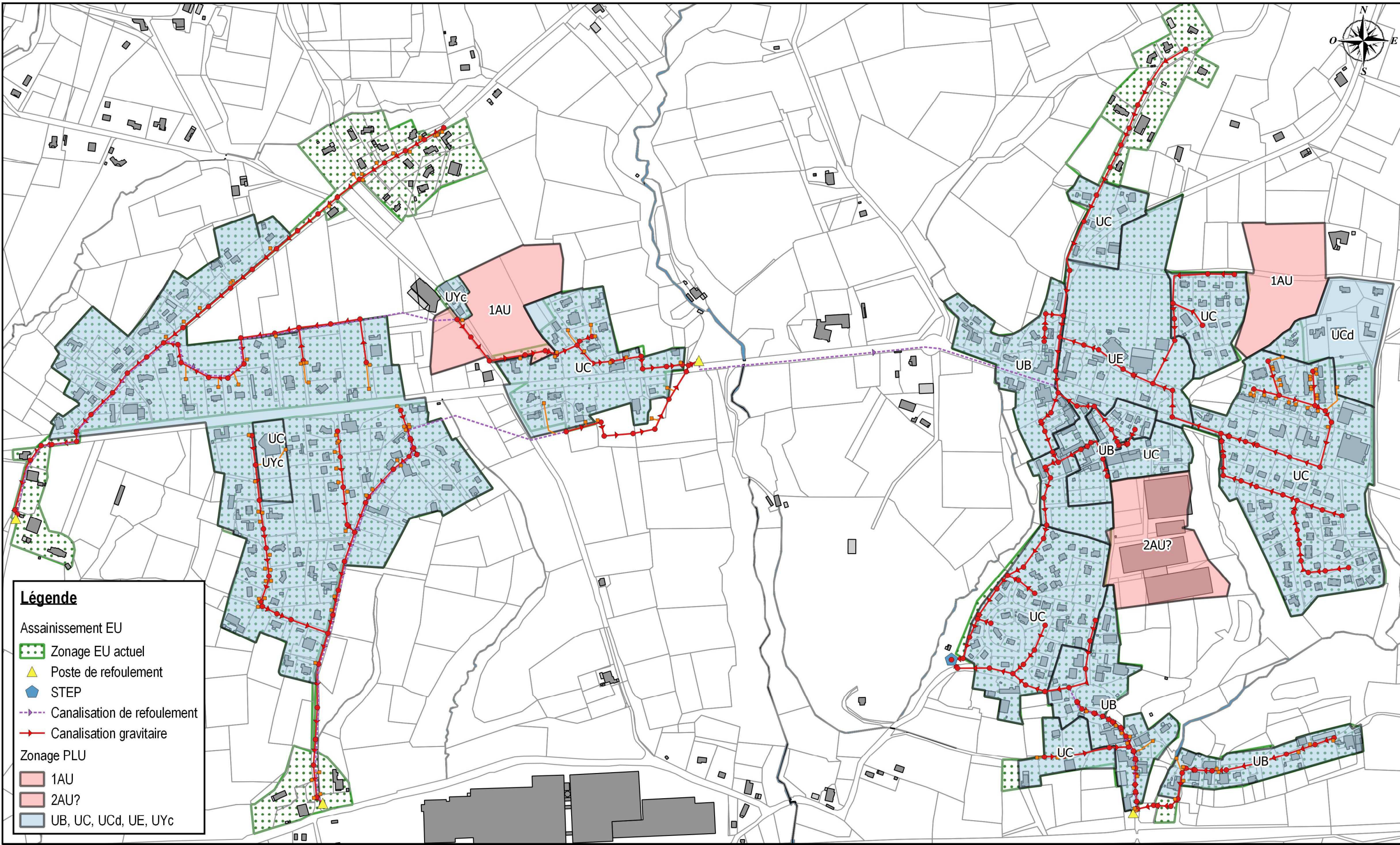
Figure 10 : Extrait de la carte de zonage issue du PLU de Labatut

3.7. Plan des réseaux des eaux usées actuels et zonage d'assainissement en vigueur

Il n'existait pas de zonage d'assainissement sur la commune de Labatut. Nous l'avons donc créé en prenant en compte les plans des réseaux d'assainissements fournis par le SYDEC ainsi que les informations recueillies dans le PLU et auprès de la mairie.

Ce zonage en vigueur inclut donc toutes les habitations desservies par l'assainissement collectif et qui font partie des zones urbanisées. Il est présenté avec le plan des réseaux des eaux usées sur la carte page suivante.

Les zones 1AU en bleu correspondent aux zones urbanisables pour lesquelles un raccordement est envisagé et qui seront probablement intégrées au zonage d'assainissement à terme, tout comme le lieu-dit Haou qui est, quant à lui, déjà urbanisé et pour lequel un chifrage va être réalisé.



COMMUNE DE LABATUT

Plans des réseaux EU, zonage EU actuel et zonage du PLU

PROJECTION : RGF93 / CC44

ECHELLE : 1/8000

DATE : 28/09/2017

NUMERO D'AFFAIRE : APS 17210



4. GENERALITES SUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DONNEES DE LA ZONE D'ETUDE

4.1. L'assainissement collectif

4.1.1. Généralités

L'assainissement collectif assure la collecte, le transport, le stockage, le traitement et le rejet dans le milieu naturel, des eaux usées et pluviales des immeubles raccordés au réseau public d'assainissement via des collecteurs, des stations de pompage et des stations d'épuration.

Le transport des eaux usées peut être assuré par :

- Un système unitaire : évacuation de l'ensemble des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales vers une station de traitement par un réseau unique pourvu de déversoirs d'orages,
- Un système séparatif : évacuation vers une station de traitement des eaux usées par un réseau distinct de celui qui évacue les eaux pluviales vers le milieu naturel.

Les eaux usées collectées sont traitées dans des stations d'épuration avant d'être dirigées vers le milieu naturel.

Ces stations d'épuration peuvent être de différent type en fonction de la quantité et du type d'eaux usées reçues.

4.1.2. L'assainissement collectif sur le territoire de la commune de Labatut

► Les réseaux

Sur la commune de Labatut, la collecte des eaux usées est assurée par un réseau de type séparatif sur le territoire d'une longueur de 11 260 ml.

► Ouvrage d'assainissement

Sur la commune de Labatut les eaux usées transitent vers une station d'épuration de type boues activées. Le réseau comprend 4 postes de relevage, 11 260 ml de canalisations et un déversoir d'orage. Environ 770 habitants sont raccordés à la station d'épuration.

► Station de traitement

La station de traitement de Labatut a les caractéristiques suivantes :

- Date de construction : 2014
- Capacité de traitement 2 000 EH,
- Charge admissible : 120 kg DBO₅/j
- Débit nominal temps sec : 310 m³/j
- Débit nominal temps de pluie : 382 m³/j
- Type de traitement / process : station d'épuration à boues activées
- Les eaux épurées : Rejetées dans le Gave de Pau
- Les boues : déshydratées par une unité mobile, puis envoyées au centre de compostage de Thalie à Campet-et-Lamolère
- Déchets : refus de tamisage évacués par le SITCOM Côte sud des Landes vers la filière d'élimination des ordures ménagères

D'après les dernières mesures réalisées en 2015, le débit entrant correspond à **30% du débit maximal admissible** par la station. La charge organique traitée est également inférieure à la capacité de la station et ne représente que 38% de sa charge admissible. Ces valeurs sont données par le site SIEAG avec un indice de confiance de 3/5.

En 2015 il n'y avait pas de problème particulier à signaler sur cette station.

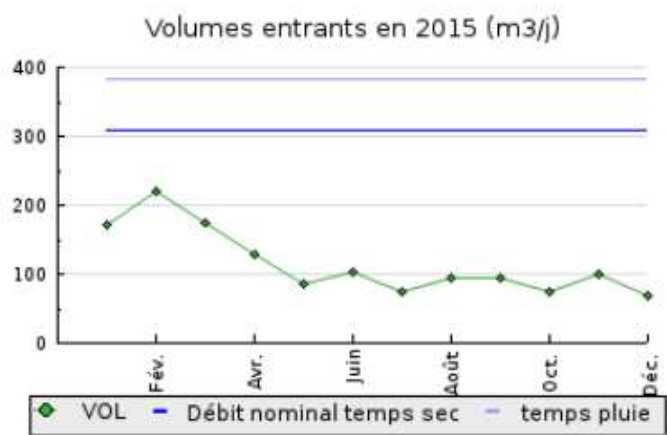


Figure 11 : Volumes entrants sur l'année 2015 dans la station d'épuration de Labatut

► Les abonnés au système d'assainissement collectif

Les caractéristiques relatives aux abonnés et à leurs consommations sont retranscrites dans le tableau suivant, d'après les données fournies par le SYDEC

Labatut			
Consommateurs AEP total			
Branchements ouverts en 2016	663	année de consommation 2016	
Branchements actifs en 2016	626	année de consommation 2016 avec une conso > 0	
Branchements inactifs en 2016	37	année de consommation 2016 avec une conso = 0	
Consommations des abonnés actifs en 2016 (m³/an)	110 106		
Nombre de gros consommateurs actifs (> 500 m³/an)	18		
Consommation des gros consommateurs (m³/an)	51 554		
% de la consommation des gros consommateurs	46,82%		
Consommateurs AEP raccordés à l'assainissement collectif			
Branchements ouverts en 2016	349	année de consommation 2016	
Branchements actifs en 2016	336	année de consommation 2016 avec une conso > 0	
Branchements inactifs en 2016	13	année de consommation 2016 avec une conso = 0	
Consommations des abonnés actifs en 2016 (m³/an)	31 719		
Nombre de gros consommateurs actifs (> 500 m³/an)	3		
Consommation des gros consommateurs (m³/an)	2 277		
% de la consommation des gros consommateurs	7,18%		
Consommation annuelle par abonné domestique	88	m3/an/ab	
Taux d'occupation des foyers	2,43	hab/foyer	
Dotation hydrique par habitant	100	l/l/hab	

Tableau 7 : Résumé des consommations d'eau potable à Labatut

D'après le listing abonnés AEP, 336 branchements assainissement sont ouverts et actifs, avec une consommation d'eau potable de l'ordre de 31 719 m³/an soit 87 m³/j sur les 310 m³/j de débit nominal de la station ce qui représente un **taux d'utilisation de 25%** si l'on considère un rejet au réseau d'assainissement de 90% de l'eau potable consommée et confirme la capacité résiduelle importante de la station d'épuration de Labatut.

Voici ci-dessous la liste des gros consommateurs sur la commune.

Entreprise/Etablissement	Adresse	Consommation annuelle (m3/an)	Raccordé à l'assainissement
GME (SAS)	PONT DE SAINT CRICQ	552	N
COMMUNE DE LABATUT	FOYER MUNICIPAL BOURG ROUTE	622	O
ADNET	331 ROUTE DU POURTALOT	635	N
LESCLAOUZON (GAEC)	1187 ROUTE DE LESCLOUZON	638	N
GRENET	CHEMIN DU PELAT MAISON	736	N
GAILLARDET CAUSIT	392 CHEMIN DE LAFARGUE	741	O
LARTIGAU	427 CHEMIN DE NOLIBOS	758	N
CASTERA	228 CHEMIN DE LABASTE	908	N
PTIT BISTRO (SARL)	AUBERGE LA GUINGUETTE 746	915	O
PIET (EARL)	27 ROUTE DE PICARDENS	919	N
BLANC	101 ROUTE DE MASSIE	927	N
BOURLON	874 ROUTE DE LESCLOUZON	931	N
GUIRAUTON	275 ROUTE DE LESCLOUZON	1209	N
DURQUETY	1043 ROUTE DE PERE	1349	N
COOPERATIVE FRUITIERE	2398 BOULEVARD DE L'OCEAN	6126	N
SERETRAM (SAS)	519 ROUTE ROYALE	9803	N
SERETRAM (SAS)	519 ROUTE ROYALE	11409	N
SERETRAM (SAS)	519 ROUTE ROYALE	12376	N

Tableau 8 : Liste des gros consommateurs à Labatut

4.2. L'assainissement non collectif

4.2.1. Généralités

Le terme d'assainissement autonome ou d'assainissement non collectif désigne :

« toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. »

L'assainissement a un seul objectif : épurer les effluents issus des activités domestiques afin de protéger le milieu naturel.

Les eaux usées domestiques se décomposent en deux groupes :

- Les eaux vannes : ce sont les eaux issues des WC ;
- Les eaux ménagères : regroupent les eaux de cuisine, salle de bains, lave linge, lave vaisselle...

► **Assainissement non collectif ou collectif, quelles sont les obligations ?**

- Si l'habitation n'est pas en situation d'être raccordée à un réseau d'assainissement (maison isolée...), elle doit disposer d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.
- Si l'habitation est desservie par un réseau d'égouts, elle doit être raccordée. Dans ce cas, les eaux usées sont collectées avec celles d'autres maisons afin d'être traitées dans une station d'épuration : c'est l'assainissement collectif.

► **L'assainissement non collectif : une technique efficace**

- Une installation d'assainissement non collectif s'intègre aisément au niveau d'un terrain et garantit un confort identique à celui de l'assainissement collectif.
- L'assainissement non collectif est une solution qui assure une bonne élimination de la pollution à un coût acceptable.
- Bien conçu et correctement réalisé, l'assainissement non collectif est une technique d'épuration efficace qui contribue à protéger nos cours d'eau et nos nappes phréatiques.
- Pour assurer un traitement efficace pérenne, l'installation d'assainissement non collectif doit être l'objet d'un entretien régulier.

► **Les étapes de l'assainissement non collectif**

Les eaux usées sont d'abord collectées dans la maison. Elles sont ensuite dirigées vers un système de prétraitement (généralement une fosse toutes eaux), avant d'être réellement traitées par infiltration dans le sol, puis dispersées par écoulement dans le sous-sol.

• **La collecte**

Les eaux usées sont produites à différents endroits de la maison. Il faut d'abord les collecter pour pouvoir les traiter.

Toutes les eaux usées de votre habitation : eaux des WC, eaux de cuisine, eaux de salle de bains, eaux des machines à laver, eaux des éviers doivent être collectées puis dirigées vers l'installation d'assainissement individuel.

A l'intérieur des habitations, au moins une descente d'eaux usées (généralement, celle des WC) doit être prolongée jusqu'au toit pour créer une prise d'air.

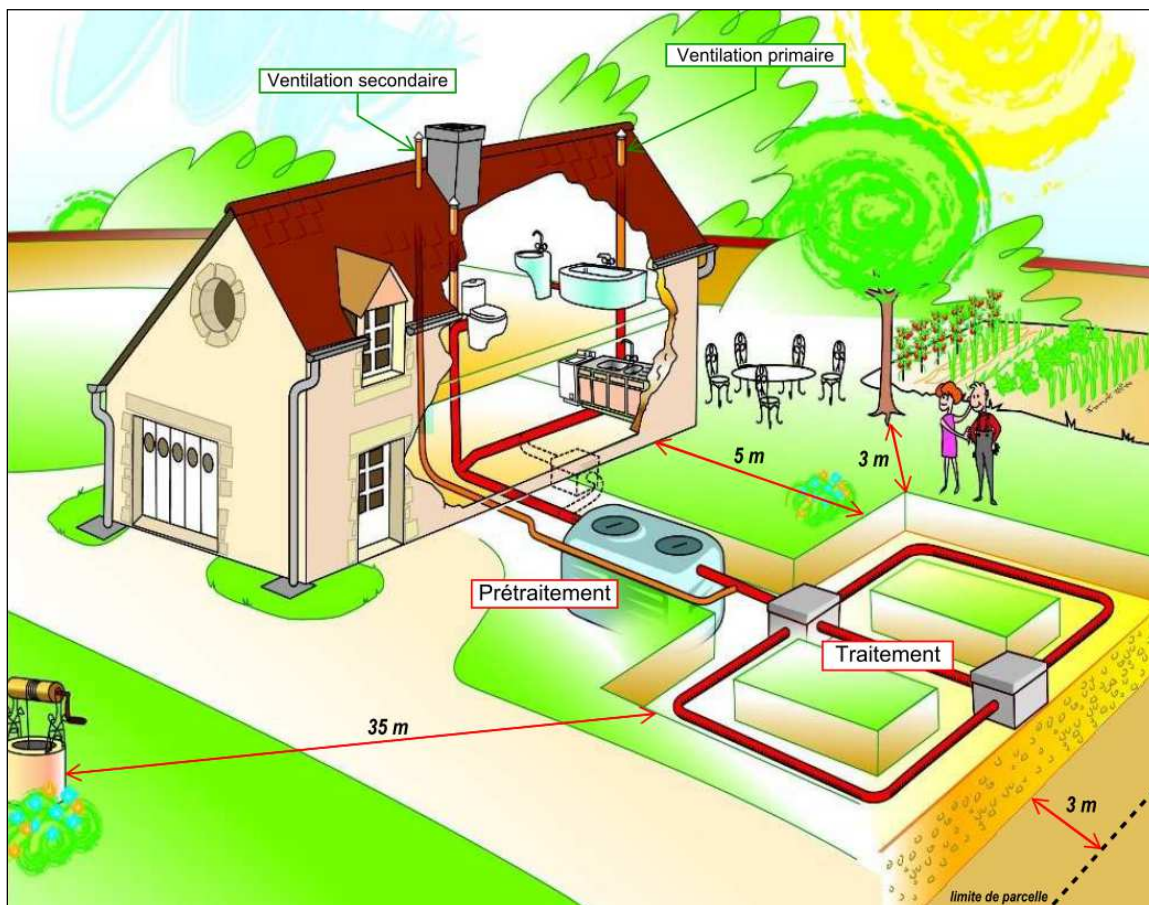


Figure 12 : Schéma de principe de l'assainissement non collectif

• Le prétraitement

Les eaux usées collectées contiennent des particules solides et des graisses qu'il faut éliminer afin de ne pas perturber le traitement ultérieur : c'est le rôle du **prétraitement**.

Ce **prétraitement** est en général réalisé dans une fosse, appelée fosse toutes eaux (ou, parfois fosse septique toutes eaux), qui accueille donc toutes les eaux usées collectées.

Les matières solides qui se déposent et s'accumulent dans la fosse devront être régulièrement évacuées, en moyenne tous les 4 ans : c'est l'opération de vidange de la fosse.

En sortie de la fosse, les eaux sont débarrassées des substances indésirables et peuvent ainsi être traitées par le sol.

* Attention !

La fosse toutes eaux doit être accessible pour permettre sa vidange.

Des gaz sont produits au niveau de la fosse. Ils doivent être évacués par une ventilation efficace qui débouche au-dessus du toit.

La fosse toutes eaux doit être installée au plus près de votre habitation, si possible à faible profondeur et à l'écart des zones de passage des voitures.

• Le traitement et l'évacuation des eaux

En sortie de la fosse toutes eaux, l'eau est séparée des éléments solides, mais elle est cependant encore fortement polluée : elle doit donc être traitée. L'élimination de la pollution est alors obtenue par infiltration des eaux dans le sol ou dans un massif de sable, grâce à l'action des micro-organismes qui y sont naturellement présents.

Les eaux ainsi traitées, se dispersent par écoulement dans le sous-sol. Si cela n'est pas possible (sol argileux...), un rejet au fossé peut-être envisagé, sous réserve de l'accord du gestionnaire de l'exutoire.

* Attention !

Pour que le dispositif fonctionne durablement, le choix du type d'assainissement non collectif à mettre en place doit tenir compte des caractéristiques et contraintes du terrain.

Les contraintes du terrain	Les techniques de traitement	Des exemples ...
<p>Elles sont liées aux caractéristiques de la parcelle et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au sol : perméabilité, épaisseur, possibilité de rejet de l'eau traitée ... - à la présence d'eau : niveau de la nappe phréatique - à la pente du terrain - à la surface disponible et à l'encombrement de la parcelle (limite de propriété, présence d'un potager, d'arbres ou d'un verger, d'un accès à un garage ...) 	<p>Elles doivent être choisies en fonction des contraintes. On trouvera par exemple les variantes techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Epuration par le sol en place ou bien par un sable de substitution lorsque le sol n'est pas adapté. - Dispersion des eaux traitées dans le sous-sol ou exceptionnellement, en cas d'impossibilité, récupération des eaux épurées et rejet en surface. - Dispositif enfoui dans le terrain ou si nécessaire mis en place dans un tertre hors sol. - Dispositif agréé par le ministère de l'Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Epandage sol en place Filtre à sable vertical Tertre d'infiltration Filtre compact, micro station

Tableau 9 : Choix du type de filière d'assainissement non collectif

Remarque : en cas de sol très imperméable et en l'absence d'exutoire à proximité, une parcelle peut être considérée inconstructible. La faisabilité de l'assainissement doit être évaluée, autant que possible, en amont du projet.

► Comment bien entretenir une installation ?

Une installation d'assainissement non collectif n'exige pas de modification des habitudes : une utilisation normale des produits ménagers (eau de javel, lessive, liquide vaisselle...) ne perturbe pas le fonctionnement de la fosse toutes eaux.

Une vérification et un entretien régulier de l'installation sont nécessaires. La fosse toutes eaux doit être notamment vidangée en moyenne tous les quatre à cinq ans par une entreprise spécialisée et agréée par le Préfet. Ces matières doivent être traitées en station d'épuration ou faire l'objet d'un plan d'épandage. La facture de la société de vidange doit préciser la destination des matières prélevées.

Si l'installation possède des équipements complémentaires (bac à graisses ou préfiltre), il est nécessaire de s'assurer très régulièrement de leur bon fonctionnement.

4.2.2. L'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Labatut

► **Le SPANC**

Depuis la loi sur l'Eau de 1992, les communes ont l'obligation d'exercer une mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif sur leur territoire.

Pour répondre à cette obligation, la commune de Labatut a déléguée cette compétence au SYDEC.

La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Les différentes missions à assurer sont :

- **Pour les installations neuves ou à réhabiliter :**
 - Procéder à l'examen de conception de l'installation ayant pour finalité la rédaction d'un rapport d'examen,
 - En cas de demande de permis de construire ou d'aménager comprenant un projet de réalisation ou de réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif, délivrer une attestation de conformité du projet d'installation suite à l'examen de conception (article R 431-16 du Code de l'Urbanisme),
 - A l'issue de la réalisation de l'installation, procéder à la vérification de l'exécution, et établir le rapport de vérification qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires vigueur.
- **Pour les autres installations (existantes) :**
 - Contrôler les installations au moins une fois avant le 31 décembre 2012 et rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle,
 - Mettre en place un contrôle périodique au moins une fois tous les 5 ans et de rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle.

Les contrôles assurés par le SYDEC sont donc :

- **Le contrôle de conception et d'exécution**

La vérification de conception et d'exécution consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

- **Les vérifications périodiques de fonctionnement et d'entretien**

Le contrôle périodique consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble, et lors d'une visite sur place, à :

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune ;
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.
- Vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des dispositifs notamment la réalisation des vidanges ainsi que la destination des matières de vidange.

A l'issue du contrôle, Le SYDEC rédige un rapport de visite et devra déterminer le niveau de risque généré par l'installation. Il notifie au propriétaire, le cas échéant, la nécessité de réaliser des travaux et les délais accordés. Pour cela, le SYDEC dispose d'une grille d'évaluation issue de l'Arrêté Ministériel du 27 avril 2012 lui permettant de déterminer si l'installation est non conforme, ainsi que les délais de travaux maximaux.

- **Le contrôle diagnostic préalable à une vente immobilière.**

Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif, assuré par le SYDEC, doit être joint au dossier de diagnostic technique défini dans l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation. (article L 1331-11-1 du Code de la Santé Publique). La durée de validité du document est de trois ans.

Le vendeur a donc l'obligation de fournir dans le dossier de diagnostic technique annexé à la promesse de vente ou, à défaut, l'acte authentique de vente, l'état des installations d'assainissement non collectif.

Dans le cas où un contrôle a déjà eu lieu, le document établi à l'issue du contrôle et délivré par le SYDEC est annexé à la promesse de vente ou, à défaut, à l'acte authentique de vente. Si ce contrôle n'a pas eu lieu ou que le document n'est plus valide, le vendeur doit s'adresser au SPANC pour le contrôle de son installation.

► **Les chiffres sur le territoire de la commune de Labatut**

Les installations diagnostiquées lors de la visite de vérification de bon fonctionnement et d'entretien peuvent être classées selon 3 catégories.

- Les installations considérées polluantes (**classe 3**) correspondent à celles classées non conformes et présentant des risques sanitaires et environnementaux suivant la grille d'évaluation réglementaire en vigueur.
- Les installations considérées comme acceptables (**classe 2**) correspondent à celles classées non conformes sans risques sanitaires et environnementaux.
- Les installations satisfaisantes (**classe 1**) sont celles classées maintenant satisfaisantes et sans défauts apparents ou soumises à des recommandations pour assurer leur bon fonctionnement.

Fin 2017, début 2018, sur la commune de Labatut, 26 installations contrôlées sont classées comme « polluantes » (9%). L'état du parc des installations d'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Labatut est pour le reste bon puisque 21% est conforme et 24% neuf, le reste a un état considéré comme acceptable (46%), c'est à dire avec des nuisances non significatives.

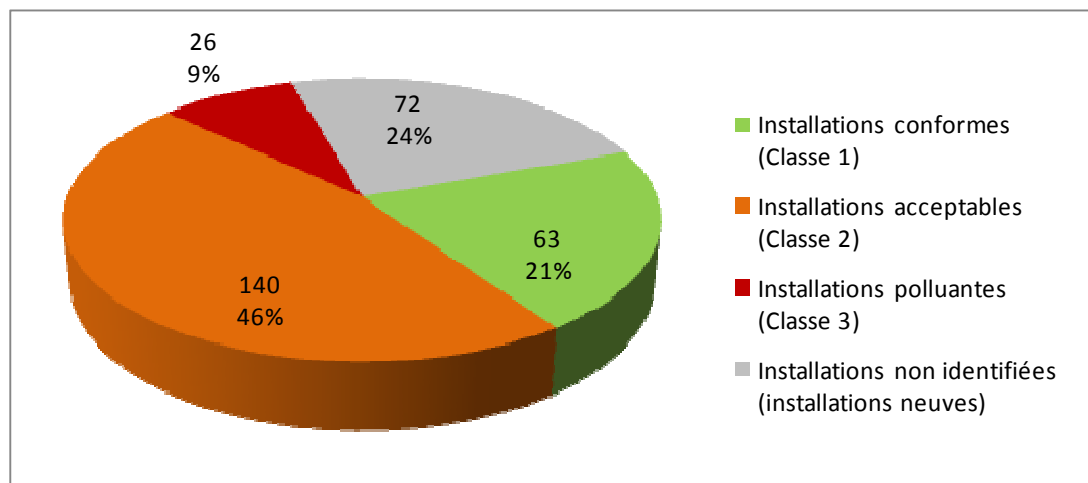


Figure 13 : Répartition des contrôles des assainissements autonomes selon les différentes classes

La carte des résultats des contrôles des assainissements individuels sur la commune de Labatut en 2016 (avant la mise à jour des contrôles en 2017-2018 présentée dans le graphique ci-dessus) est donnée en **Annexe n°1**.

On remarque que l'état des assainissements individuels s'est amélioré puisque à l'époque environ 15% des installations contrôlées étaient « polluantes ». Ces habitations sont des habitations la plupart du temps isolées sur la commune. On retrouve cependant des secteurs qui regroupent plusieurs installations polluantes comme le chemin de Sallebert, la route de la Lanne du Cassou ou encore le chemin Hourtic.

Le récapitulatif de 2016 est donné dans le tableau ci-dessous.

	Installations pouvant être considérées comme satisfaisantes (Classe 1)		Installations considérées acceptables (Classe 2)		Installations considérées polluantes (Classe 3)		Installations non identifiées	
	Quantité	Rapport	Quantité	Rapport	Quantité	Rapport	Quantité	Rapport
ROUTE ROYALE	4	27%	9	60%	0	0%	2	13%
ROUTE DU CONTE	0	0%	8	73%	0	0%	3	27%
IMPASSE MOMBEIGT	1	33%	2	67%	0	0%	0	0%
CHEMIN DE BRAGOTTE	4	57%	3	43%	0	0%	0	0%
BOULEVARD DE L'OCEAN	1	33%	0	0%	0	0%	2	67%
CHEMIN DE LARATON	2	67%	0	0%	1	33%	0	0%
ROUTE PICARDENS	3	33%	6	67%	0	0%	0	0%
POUYSENJOUAN	0	0%	0	0%	0	0%	2	100%
LAUDEMIEY	1	25%	0	0%	0	0%	3	75%
AU POUEY	0	0%	0	0%	0	0%	1	100%
IMPASSE LAPLACE	0	0%	1	100%	0	0%	0	0%
ROUTE DE HABAS	7	37%	7	37%	3	16%	2	11%
ROUTE DE GAVE	0	0%	2	40%	1	20%	2	40%
IMPASSE DU BUSQUET	0	0%	1	25%	1	25%	2	50%
IMPASSE LESSEPTS	0	0%	2	100%	0	0%	0	0%
ROUTE TRAQUET	0	0%	3	100%	0	0%	0	0%
IMPASSE PALEHE	0	0%	1	50%	1	50%	0	0%
CHEMIN DE LABARTHE	0	0%	2	67%	0	0%	1	33%
ROUTE GIBERT	0	0%	2	40%	1	20%	2	40%
ROUTE DES LACS	3	60%	2	40%	0	0%	0	0%
IMPASSE LAFARGUE	0	0%	6	75%	0	0%	2	25%
ROUTE DE LAFARGUE	1	17%	0	0%	0	0%	5	83%
CHEMIN PEYRE	3	50%	2	33%	1	17%	0	0%
CHEMIN PEYRELONGUE	3	75%	0	0%	1	25%	0	0%
CHEMIN BRIBET	3	60%	0	0%	2	40%	0	0%
ROUTE DE LA LANNE DU CASSOU	2	14%	1	7%	5	36%	6	43%
CHEMIN PELAT	0	0%	2	67%	1	33%	0	0%
IMPASSE BURGON	0	0%	0	0%	1	100%	0	0%
IMPASSE HACHACQ	0	0%	0	0%	1	100%	0	0%
ROUTE DE POUILLON	1	6%	12	71%	3	18%	1	6%
ROUTE GOEYTE	0	0%	4	80%	0	0%	1	20%
ROUTE DU BOSCOQ	5	25%	12	60%	2	10%	1	5%
CHEMIN LABASTE	1	17%	3	50%	0	0%	2	33%

CHEMIN ARROUZES	4	36%	6	55%	0	0%	1	9%
ROUTE NOLIBOS	4	44%	0	0%	3	33%	2	22%
CHEMIN SALLEBERT	3	30%	0	0%	5	50%	2	20%
ROUTE DU PÈRE	2	33%	2	33%	1	17%	1	17%
ROUTE DU POURTALOT	2	22%	2	22%	2	22%	3	33%
ROUTE LAUGA	13	72%	2	11%	1	6%	2	11%
IMPASSE LAUDEBAIGT	2	40%	1	20%	1	20%	1	20%
ROUTE DE FONTAINE	0	0%	2	100%	0	0%	0	0%
BOULEVARD PYRENEES	1	14%	6	86%	0	0%	0	0%
ROUTE MASSIE	1	33%	1	33%	1	33%	0	0%
ROUTE LAHONTAN	1	17%	3	50%	0	0%	2	33%
ROUTE HOUGAS	0	0%	4	67%	1	17%	1	17%
ROUTE LESCLAOUZON	1	9%	8	73%	0	0%	2	18%
ROUTE BERNADE	2	12%	2	12%	3	18%	10	59%
IMPASSE GARBAY	0	0%	0	0%	1	33%	2	67%
CHEMIN HOURTIC	4	31%	2	15%	6	46%	1	8%

Tableau 10 : Récapitulatif des contrôles des assainissements autonomes sur Labatut

Certaines installations, isolées sur la commune, n'apparaissent pas dans ce récapitulatif.

5. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

5.1. Etat de la connaissance de l'aptitude des sols

Ce chapitre reprend les éléments du précédent zonage et de la carte d'aptitude des sols qui a été réalisé. Le SIG a été mis à jour avec les aptitudes des sols et leurs caractéristiques aux endroits testés.

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain des eaux usées préalablement traitées dépend de trois facteurs :

- La profondeur du sol
- L'excès d'eau
- La texture

Quand un sol est profond (au moins 90 cm), sain (aucun excès d'eau avant le substrat géologique) et à texture de sable sans élément grossier, il présente la meilleure aptitude à l'épandage souterrain. A l'inverse, un sol superficiel (moins de 30 cm), argileux et engorgé dès la surface, possède une très faible aptitude vis à vis de l'épandage souterrain.

La carte d'aptitude des sols réalisée dans le cadre du précédent zonage est donnée en **Annexe 2**.

L'objectif de ces investigations est de compléter les données de la carte d'aptitude des sols et le zonage d'assainissement via la description lithologique des formations rencontrées et la détermination des vitesses d'infiltration.

5.1.1. Contexte géologique

Les données sont extraites de la notice géologique N°977 de la feuille de Dax pour la partie Nord de la commune et de la notice géologique N°1003 de la feuille d'Orthez pour la partie sud :

Les sites sélectionnés pour les investigations de terrain (sondage et/ou test de perméabilité) se situent au droit de 9 formations lithologiques avec, des plus anciennes aux plus récentes :

e6-7 : calcaires et marnes avec des formations argilo sableuses en affleurement,

m1 : calcaires et marnes du Miocène inférieur. Argiles à calcaire ;

e6.m2 : molasses. Ce sont des marnes plus ou moins silteuses. Formations de marnes sableuses avec parfois des bancs sableux ;

p1 : sables fauve. Ce sont des sables siliceux ferrugineux qui peuvent présenter en profondeur des horizons aliotiques ;

Fu : alluvions anciennes du Quaternaire. Ce sont des graviers et galets avec souvent des glaises bigarrées ;

Fw3 : alluvions du Riss III, constituées de galets et de graviers avec parfois des lentilles d'argiles ;

Fx1-2/ Fx3: alluvions du Wurm avec limons, argiles, sables, graviers et galets ;

Fxy : alluvions limoneuses à sablo graveleuses avec possibilité de rencontrer des niveaux argileux ou tourbeux ;

E-C : éboulis et colluvions avec des sables fauve au niveau du substratum.

5.1.2. Compléments à réaliser

Dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement, il convient de déterminer l'aptitude des sols à l'infiltration et donc à l'assainissement autonome pour les habitations qui pourraient se créer en dehors de la zone desservie par l'assainissement collectif dans le centre de la commune, c'est à dire au niveau des changements de destinations potentiels retenus dans le PLU.

Pour ces parcelles, des sondages et des tests de perméabilité ont donc été réalisés pour caractériser les sols.

La liste des parcelles à caractériser et les résultats des tests sont donnés dans le tableau suivant.

ID	LIEU-DIT	Parcelle	Adresse parcelle	Surface (m2)	Nombre sondages	Nombre tests	Résultat des tests : Aptitude des sols	Propriétaire
1	Arricaou	000 A 191	2600 RTE DU BOSQ	2530	1	1	Moyennement favorable	LESGOURGUES
2	Barère	000 D 281	350 IMP BARERE	1140	1	1	Inconnue	LABASTIE
3	Basterot	000 E 154	1080 BD DES PYRENEES	3580	1		Mauvaise (extrapolation)	BLANC
4	Bédât	000 B 1427	996 RTE DE GOEYTE	1142	1	1	Favorable	DUSSARAT
5	Cadaugade	000 H 90	AU PELAT	1150	1	1	Favorable	BONNEHON
6	Courteil	000 C 272	1822 RTE DE LAUGA	1250	1	1	Mauvaise	COCOYNACQ
7	Gassie	000 B 200	2130 RTE DE POUILLON	2220	1	1	Mauvaise	SAPHORE
8	Grand Lanné	000 B 389	1137 RTE DE BERNADE	1370	1	1	Mauvaise	RASLAN
9	Guiche	000 H 533	1007 CHE DE PEYRE	1959	1	1	Défavorable	LECOURT
10	Huster	000 A 602	2111 RTE DE POUILLON	1500	1		Mauvaise (extrapolation)	MEYER
11	Lahire	000 G 424	2157 BD DE L'OCEAN	5000	1		Inconnue	PEDELUCQ
12	Lala	000 F 503	312 RTE DU TRAQUET	2452	1	1	Mauvaise	DASQUET-Dumercq
13	Lapalu	000 B 927	24 RTE DE LESCLAOUZON	925	1		Inconnue	LAHIEYTE
14	Massie	000 D 338	3548 RTE DE HABAS - 231 chemin de Moulères	2360	1		Inconnue	CONDAMIN
15	Palehé	000 F 452	508 CHE DE PALEHE	1013	1		Inconnue	CAZAUX
16	Petit Lanné	000 B 667	1120 RTE DE BERNADE	2143	1	1	Défavorable (extrapolation)	CASTETS
17	Peyrot	000 B 337	396 RTE DE NOLIBOS	1203	1	1	Mauvaise	CARTILLON
18	Pons	000 B 609	320 BD DE L'OCEAN	4960	1	0	Inconnue	ECHEGUT
19	Pountret	000 C 9	1447 RTE DE HABAS	2200	1		Mauvaise	ZEMB
20	Preuil	000 H 564	27 CHE DE PEYRELONGUE	1968	1	1	Favorable	GRIMAUD
21	Rosez	000 A 257	560 CHE DES ARROUZES	1460	1	1	Favorable	BERGERON
22	Saraillet	000 E 230	457 RTE DE HOUGAS	866			Mauvaise	SARRABER
23	Soustra	000 H 301	710 CHE DE HOURTIC	2850	1	1	Mauvaise	BASTARD

Tableau 11 : Récapitulatif des investigations pédologiques sur les parcelles pouvant changer de destination

5.2. Investigations de terrain

Les sondages et les tests de perméabilité ont été réalisés du 11 au 22 septembre 2017.

5.2.1. Réalisation de sondages

Pour chacun des secteurs, au moins 1 sondage a été réalisé pour relever la coupe du sol.

Il s'agit d'un sondage entre 1.50 et 1.80 m de profondeur, avec un diamètre en Ø 80 mm afin de vérifier la présence d'une nappe, du substratum et/ou d'indices d'hydromorphie.

Les relevés de chaque secteur sont consignés dans des fiches pédologiques en **Annexe 3**.

Pour la commune de Labatut 21 sondages ont pu être réalisés sur 31 prévus dont 8 doubles sondages.

Seulement deux sondages n'ont pu être réalisés à cause de l'absence des propriétaires ou de l'impossibilité d'accéder aux parcelles.

Dans la quasi-totalité des cas, l'implantation des sondages a été définie avec le propriétaire du terrain de façon à éviter tout incident avec les éventuels réseaux enterrés. En outre, l'implantation tient compte du sens de la pente, de la nature des sols afin d'éviter tout remblais et de l'emplacement des dispositifs d'assainissement existants.

Il s'avère que les doublés prévus n'ont pas été réalisés, faute d'espace et/ou du fait des terrains en place dont l'homogénéité générale ne nécessitait pas la réalisation d'un second sondage, d'où la différence entre le nombre de sondages prévus et ceux réalisés.

5.2.2. Mesures de perméabilité

Les tests de perméabilité ont été réalisés avec au préalable une saturation en eau du sondage afin de favoriser les vitesses d'infiltration verticales.

Les calculs des vitesses d'infiltration reposent sur la loi de Darcy avec :

$$Q = k \times S \times \frac{\Delta h}{L} = k \times S \times i$$

- Q : débit en m³/h
- K : coefficient de perméabilité en m/s
- S : surface d'infiltration en m²
- ($\Delta h/L$) = i : gradient sans dimension

La notion de débit unitaire (q) est introduite, il s'agit de la quantité d'eau traversant le milieu saturé par unité de surface. Il prend donc la dimension d'une vitesse qui s'exprime en m/s.

$$q \text{ (m/s)} = \frac{\text{débit}}{\text{section totale}}$$

En conséquence :

$$q \left(\frac{m}{s} \right) = K(m/s) \times i = \frac{Q}{S}$$

INTERPRETATION DES MESURES EFFECTUEES

- Rayon des sondages : 0.075 m
- Charge maintenue constante dans le sondage : 0.170 m
- Surface mouillée d'infiltration : 0.098 m²

Les valeurs de perméabilité sont précisées au niveau des fiches de chacun des secteurs en **Annexe 3**.

Seuls deux tests de perméabilité n'ont pas pu être réalisés sur les 15 tests de prévus, les propriétaires étant absents ou les terrains non accessibles.

5.2.3. Synthèse des investigations de terrain

A partir du tableau qui suit, nous avons établi une classification des sites en fonction de la vitesse d'infiltration mesurée.

	Favorable	Moyennement favorable	Défavorable	Mauvaise
Perméabilité	Sol perméable	Sol moyennement perméable	Sol très peu perméable	Sol imperméable ou trop perméable
Vitesse d'infiltration (mm/h)	30 à 500	15 à 30	10 à 15	Inférieur à 10 ou supérieur à 500
Pente (%)	0 à 5	5 à 15		Supérieure à 15
Niveau nappe et/ou indices d'hydromorphie	> 1.50 m	> 1 m et < 1.50 m		< 1 m
Profondeur du substratum	> 2.10 m	> 1.60 m et < 2.10 m	> 0.70 m et < 1.60 m	< 0.70 m

Tableau 12 : Tableau des critères pour la classification d'un site à l'aptitude du sol pour l'épuration et/ou à l'infiltration des eaux

Labatut	
13 tests de perméabilité	
Favorable	31%
Moyennement favorable	8%
Défavorable	8%
Mauvaise	53%

Tableau 13 : Pourcentage de sites suivant le critère « Vitesse d'infiltration en mm/h »

Les valeurs de perméabilité calculées par les tests de perméabilités sont hétérogènes.

Pour les secteurs qui présentent une nappe affleurante ou de faibles perméabilités, il est plus sécuritaire de préconiser la mise en œuvre d'assainissement autonome de type terre d'infiltration ou microstation. Alors que dans les secteurs plus perméables, des filières rustiques de type tranchées drainantes pourront être mises en œuvre.

La définition des assainissements autonomes, dans le cas où les changements de destination seraient effectifs, devra néanmoins tenir compte des autres contraintes de l'habitat et du voisinage (distances réglementaires par rapport aux limites de parcelle, arbres, puits...) dans des études au cas par cas.

La carte d'aptitude des sols mise à jour dans la présente étude de zonage est donnée en **Annexe 4**.

6. ETUDE DE FAISABILITE : GESTION DES EAUX USEES DES ZONES A URBANISER ET URBANISEES

6.1. Secteurs d'étude

La cartographie suivante présente les zones à urbaniser à Labatut (zones 1AU) ainsi que le lieu dit-Haou. Un raccordement au réseau d'assainissement est envisagé pour ces trois zones.



Figure 14 : Zonage d'assainissement actuel et secteurs d'étude

6.1.1. Zones d'aménagement d'ensemble

Les zones 1AU concernent des opérations d'aménagement d'ensemble pour lesquelles le réseau de collecte des eaux usées se situe déjà au droit des futures zones à aménager. La mise en œuvre des réseaux d'assainissement des eaux usées (comme des autres réseaux) sera à la charge des promoteurs immobiliers gérant les opérations d'aménagements.

Par conséquent, ces zones constructibles sont raccordables au réseau d'assainissement collectif et devront être intégrées au zonage d'assainissement collectif.

D'après les données du PLU, le SCOT fixe un objectif en terme de densité urbaine à 15 logements par hectares pour les nouvelles zones construites.

Superficies et capacités d'accueil des zones 1AU :

- Sur la partie Ouest de la commune : 3.0 ha disponibles sur la zone 1AU ce qui correspond à 45 habitations supplémentaires avec les objectifs fixés par le SCOT
- Sur la partie Est de la commune : 2.3 ha disponibles sur la zone 1AU ce qui correspond à 34 habitations supplémentaires avec les objectifs fixés par le SCOT

Au total, pour ces deux zones, la capacité d'accueil totale représente 79 habitations supplémentaires à terme. D'après les données INSEE détaillées dans les parties précédentes, le taux d'occupation par foyer à Labatut est de 2.43 habitants par logements.

79 habitations supplémentaires impliquent donc 192 habitants (EH) en plus à raccorder au réseau d'eaux usées.

La station d'épuration possède une capacité résiduelle de 62% en organique (1 240 EH) et 70% en hydraulique (1 400 EH) ce qui est amplement suffisant pour accepter les effluents de ces nouvelles habitations.

6.1.2. Lieu-dit Haou

Le lieu-dit Haou se situe juste à la suite de la zone 1AU de la partie Est de la commune. Elle est déjà urbanisée et comporte 7 habitations.

Il s'agit pour ce secteur de regarder la possibilité d'une extension de réseau de collecte pour les habitations existantes, qui par ailleurs permettra également le raccord de la zone urbanisable 1AU. La vue satellite suivante permet de localiser ce secteur.

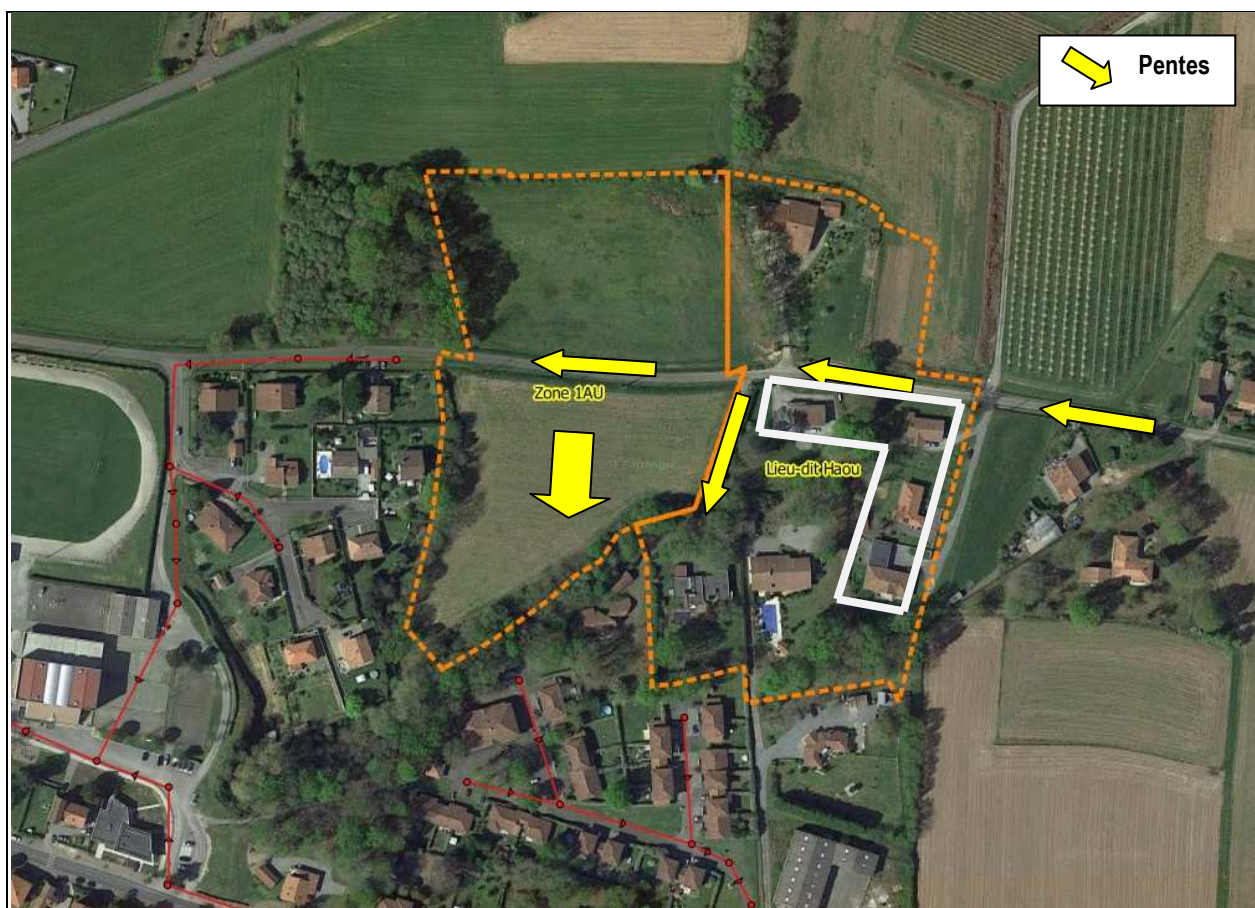


Figure 15 : Vue aérienne de la zone d'étude

Ce secteur ne présente pas de contrainte majeure. En effet, on retrouve une pente descendante de la route vers le réseau d'assainissement existant. Le raccordement de cette nouvelle tranche de réseau pourra donc se faire de manière gravitaire.

Les quatre habitations entourées en blanc sont situées sur une surface relativement plane très légèrement au dessus du niveau du la route. En creusant progressivement, avec une pente minimale d'un centimètre pour 100 mètres, elles seront raccordables de manière gravitaire au nouveau réseau. Le seul problème se pose pour les deux habitations situées plus en contrebas de la route. Ces deux dernières ne pourront être raccordées au nouveau réseau au niveau de la route du dessus, la pente étant bien trop importante. Il faudra donc les raccorder au réseau déjà existant situé dans le lotissement juste au sud.

Le raccord du lieu-dit Haou permettra de mettre le réseau au droit de la zone urbanisable 1AU. Nous prendrons en compte ce point dans le chiffrage du projet.

Le schéma suivant illustre le projet d'extension du réseau de collecte.



Figure 16 : Schéma illustrant le projet d'extension du réseau de collecte – Lieu dit Haou

Le réseau matérialisé en mauve est le réseau d'assainissement gravitaire projeté et celui en rouge est le réseau existant. Ces réseaux seront sous voirie communale (Route de Lauga) et sous chemin gravillonné privé en amont.

Le linéaire estimé pour l'assainissement collectif du secteur est de 270 ml en gravitaire au niveau de la route puis 70 ml dans le chemin d'accès aux 3 habitations. Les deux habitations situées en contrebas et entourée sur le schéma ci-dessus seront raccordées directement au réseau de l'impasse des Bleuets située juste en dessous avec des branchements longs.

En considérant les 7 logements du lieu dit Haou, ce qui représente 17 EH supplémentaires, la station d'épuration possède une capacité résiduelle organique et hydraulique suffisante pour accepter les effluents de ces nouvelles habitations.

Pour les seules 5 habitations à raccorder sur le réseau Route de Lauga, le coût estimatif de cette opération est de :

Labatut - Solution de collecte Haou - Coûts en € HT	Qté	Unité	Aides CD40	Aide AEAG
Réseau de collecte	340	ml	Aides de 25% pour un coût plafond de 7 500 € par brcht existant+futur	Si Prix < 10k€/brcht alors aides de 35% pour un coût plafond de 7 500 € / brcht existant
Branchements existants	5	u.		
Branchements futurs	0	u.		
Poste de refoulement	0	u.		
Coût des travaux et des études (hors honoraires SYDEC)	78 784 €			
Coût au branchement existant	15 757 €		-	Non Eligible
Coût au branchement existant+futur	15 757 €		Eligible	-
Aides envisageables totales de la part des financeurs	9 375 €		9 375 €	0 €
Montant total de l'opération	83 904 €			
Part SYDEC (35% du montant de l'opération)	29 366 €			
Reste à la charge de la collectivité	54 538 €			
Aides envisageables totales de la part des financeurs	9 375 €			
Part revenant à la collectivité (après déduction des aides)	45 163 €			

Tableau 14 : Coût estimatif du projet et critères d'éligibilité aux subventions

Ce projet d'extension représente un coût de 15 757 € HT par branchement existant pour les travaux et études mais hors honoraires SYDEC, ce qui le rend non éligible aux subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne mais éligible à celles du Département calculées à 25% sur un montant plafond de 7 500 € HT par branchement actuel et futur.

Seuls 5 branchements sont concernés par cette extension, les deux habitations situées en contrebas étant directement raccordables au réseau existant.

En revanche, ce projet permettrait de mettre le réseau au droit de la zone urbanisable 1AU, sur laquelle 34 logements supplémentaires sont projetés d'après les objectifs fixés par le SCOT.

Le chiffrage devient :

Labatut - Solution de collecte Haou - Coûts en € HT	Qté	Unité	Aides CD40	Aide AEAG
Réseau de collecte	340	ml	Aides de 25% pour un coût plafond de 7 500 € par brcht existant+futur	Si Prix < 10k€/brcht alors aides de 35% pour un coût plafond de 7 500 € / brcht existant
Branchements existants	5	u.		
Branchements futurs	34	u.		
Poste de refoulement	0	u.		
Coût des travaux et des études (hors honoraires SYDEC)	78 784	€		
Coût au branchement existant	15 757	€	-	Non Eligible
Coût au branchement existant+futur	2 020	€	Eligible	-
Aides envisageables totales de la part des financeurs	19 696	€	19 696 €	0 €
Montant total de l'opération	83 904	€		
Part SYDEC (35% du montant de l'opération)	29 366	€		
Reste à la charge de la collectivité	54 538	€		
Aides envisageables totales de la part des financeurs	19 696	€		
Part revenant à la collectivité (après déduction des aides)	34 842	€		

Tableau 15 : Coût estimatif en prenant en compte les branchements futurs à terme

En considérant les branchements futurs, les aides du Département sont bonifiées de 10 000 euros. En revanche le critère d'éligibilité aux aides de l'Agence de l'Eau Adour Garonne ne concerne que les branchements existants et le projet ne pourra toujours pas en bénéficier.

Au final, ce projet d'extension représente un coût à la charge de la commune, une fois déduction de la participation du SYDEC et des aides du Département faite mais en considérant les honoraires du SYDEC, de 34 842 € HT.

Le détail du chiffrage estimatif est présenté page suivante.

Pose de réseaux					
N°	Désignation	Unité	Quantité	P.U.H.T.	Total H.T.
1	Travaux préparatoires				
1,01	Préparation de chantier	Ft	1	2 000,00	2 000 €
1,02	Installation de chantier	Ft	1	5 000,00	5 000 €
1,03	Déviations de circulation – Signalisation de chantier	Ft	1	2 500,00	2 500 €
1,04	Constat huissier	Ft	2	750,00	1 500 €
				Sous total H.T.	11 000 €
2	Terrassement				
2,01	Tranchées pour canalisations				
2.01.1	Terrassement des tranchées à l'aide d'engins mécaniques en terrain de toute nature	m³	460	25,00	11 500 €
2.01.2	Plus-value au prix 2,01,1 pour croisement de réseaux	U	15	30,00	450 €
2,02	Évacuation des déblais				
2.02.1	Transport et évacuation des déblais non utilisés	m³	400	12,00	4 800 €
2,03	Lit de pose et enrobage				
2.03.1	Lit de pose en graves 4/6	m³	100	30,00	3 000 €
2,04	Remblais et apport				
2.04.1	Réemploi des déblais y compris leur mise en œuvre	m³	60	6,15	369 €
2.04.2	Remblais de tranchées en matériaux d'apport GNT 0/31,5	m³	260	25,00	6 500 €
				Sous total H.T.	26 619 €
3	Canalisations				
3,01	Tuyaux en PVC				
3.01.1	Tuyaux en PVC série CR8 Ø 160 mm	ml	25	30,00	750 €
3.01.2	Tuyaux en PVC série CR8 Ø 200 mm	ml	340	35,00	11 900 €
3,02	Tuyaux en PVC ou PEHD (pour refoulement)				
3.02.1	Tuyaux en PEHD PN 16 DN 63	ml	0	15,00	0 €
				Sous total H.T.	12 650 €
4	Regards de visite et branchements				
4,01	Regard béton diamètre 1000 mm	Unité	9	1 000,00	9 000,00 €
4,02	Regards de branchements particuliers PVC	Unité	5	500,00	2 500,00 €
				Sous total H.T.	11 500 €
5	Dispositifs de raccordement				
5,01	Culotte de branchement pour PVC DN 200/125	Unité	5	350,00	1 750 €
				Sous total H.T.	1 750 €
6	Réfection de chaussées				
6,01	Enduit bicouche	m²	320	20,00	6 400 €
6,02	Enrobé à chaud	m²	0	60,00	0 €
				Sous total H.T.	6 400 €
7	Poste de refoulement				
7,01	Poste de refoulement jusqu'à 50 habitations	Ft	0	25 000,00	0 €
7,02	Poste de refoulement de 50 à 100 habitations	Ft	0	38 000,00	0 €
				Sous total H.T.	0 €
8	Dossier de récolement				
8,01	Plan de récolement	Ft	1	2 000,00	2 000 €
				Sous total H.T.	2 000 €
Etudes "charte qualité"		Levé topographique	365 ml		1 825 €
		Étude géotechnique	1		3 000 €
		Essais de réception et de compactage	6 €/ml		2 040 €
		Montant des travaux et études H.T.			78 784 €
		Honoraires SYDEC	6,5%		5 120 €
		Montant total de l'opération H.T.			83 904 €

Tableau 16 : Chiffrage détaillé du projet d'extension du réseau d'assainissement

6.2. Calcul du taux d'utilisation de la STEP à terme

En considérant les nouvelles habitations par secteur :

- Zone 1AU à l'Ouest : 45 habitations supplémentaires
- Zone 1AU à l'Est : 34 habitations supplémentaires
- Lieu-dit Haou : 17 habitants supplémentaires

Et en considérant les charges organiques et hydrauliques supplémentaires correspondantes à hauteur de :

- En organique : 60 g DBO₅/hab/j
- En hydraulique : 100 l/hab/j (d'après le résumé des consommations d'eau potable à Labatut)

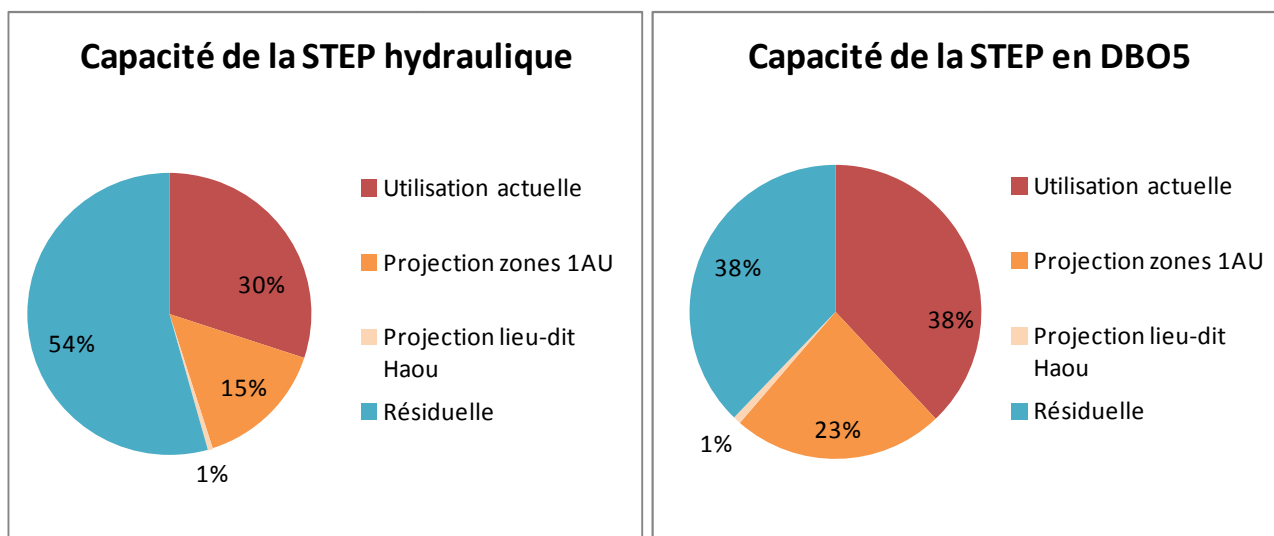


Figure 17 : Capacité résiduelle de la station d'épuration de Labatut

6.3. Conclusion du scénario de collecte

A la suite de l'étude technique et financière de l'extension du réseau de collecte des eaux usées sur la Route de Lauga, nous pouvons établir la liste des principaux points positifs et négatifs du projet envisagé

Scénario de collecte Haou	
Avantages	Collecte de 5 habitations actuelles et mise en œuvre du réseau d'assainissement au droit de la zone à urbaniser 1AU pour le raccordement futur de 34 habitations à terme
	Investissement de la commune de 34 842 € HT (42% du montant du projet) en considérant la participation du Département et du SYDEC. Bonification des aides du Département étant donnée la jauge importante de futures habitations
	Capacité résiduelle de la STEP suffisante
	Travaux sous voirie communale, axe peu passant
Neutre	Nécessité pour le lotisseur de la zone 1AU de se raccorder au nouveau réseau d'assainissement via un poste de relèvement mais pas de possibilité de raccordement gravitaire par le sud à cause de la présence d'une craste très marquée
Inconvénients	Pas éligibles aux aides de l'Agence de l'Eau (densité d'habitations existantes faible)
	Peu stratégique dans la substitution de systèmes d'assainissement autonomes polluants

Tableau 17 : Comparaison des avantages et inconvénients du scénario de collecte

Cette étude comparative conclue à un intérêt élevé de l'extension de la collecte du réseau d'assainissement sur la Route de Lauga.

En effet, il s'agit d'un secteur stratégique en termes d'urbanisation. La zone 1AU ne pouvant être raccordée par le sud vers les réseaux d'assainissement existant faute d'une craste profonde en lisière de projet, il est préconisé de poser le réseau d'assainissement sous voirie communale Route de Lauga pour prévoir le raccordement des 36 habitations prévues à terme.

De plus, le financement du Département est intéressant puisqu'il prend en compte les habitations existantes (5) et les constructions futures (36). Cette règle de calcul permet de bénéficier de 10 000 euros supplémentaires par rapport à un projet d'extension qui n'aurait permis que le seul raccordement des habitations existantes.

7. ELABORATION DES CARTES DE ZONAGES

L'ensemble des éléments étudiés précédemment permet de définir le tracé des zones d'assainissement collectif sur le territoire de la commune de Labatut à un niveau de précision parcellaire.

Le tracé des zones d'assainissement collectif prendront en compte :

- Les zones d'assainissement collectif existantes (vérification des limites des zones par rapport aux habitations déjà raccordées aux réseaux),
- Les projets de création de nouveaux réseaux d'assainissement collectif.

8. EXAMEN CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE

Une procédure d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et par le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence pour l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une étude environnementale.

Il résulte de l'article R.122-17.II du Code de l'Environnement que les zonages d'assainissement relèvent de cet examen au cas par cas.

Un dossier de demande d'examen au cas par cas devra donc être déposé auprès de l'unité Autorité Environnementale de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Aquitaine (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en la matière.

A l'issue d'un délai de 2 mois d'instruction, une décision de cette autorité précisera si la commune de Labatut devra produire une étude environnementale dans le cadre de cette étude de zonage d'assainissement.

9. CONCLUSIONS

Ce zonage d'assainissement va dans le sens des objectifs du Grenelle de l'environnement concernant la limitation de l'étalement urbain. Seules deux zones 1AU et un lieu-dit déjà urbanisé peuvent à plus ou moins moyen terme faire l'objet d'extension du réseau d'assainissement collectif.

De plus, des études à la parcelle ont été réalisées pour les parcelles définies comme pouvant changer de destination au PLU et concluent quant à une bonne aptitude des sols à l'infiltration et préconisent les filières d'assainissement individuel selon la présence d'une nappe affleurante.

Pour les autres secteurs restant en assainissement non collectif, les problématiques liées à l'assainissement sont moins fortes. L'action du SPANC a déjà permis de réaliser des réhabilitations lorsque cela est nécessaire et de sensibiliser les habitants sur la nécessité de remettre en état leurs dispositifs d'assainissement non collectif. Les contrôles périodiques de fonctionnement ainsi que les contrôles lors des transactions immobilières sont assurés par ce service suivant la fréquence retenue.

10. PROPOSITION DE LA CARTE DE ZONAGE

La carte de zonage d'assainissement proposée pour la commune de Labatut est présentée en Annexe n°5 à l'échelle de la commune et en Annexe n°6 à l'échelle de l'enveloppe urbaine.

La délibération du conseil municipal pour l'approbation de la révision du zonage d'assainissement tel qu'indiqué sur les plans précédents est donnée en Annexe n°7.

11. ANNEXES

- Annexe n°1 : carte des résultats des contrôles des assainissements individuels
- Annexe n°2 : carte d'aptitude des sols existante
- Annexe n°3 : fiches pédologiques (sondages et tests de perméabilité pour les changements de destination)
- Annexe n°4 : carte d'aptitude des sols mise à jour
- Annexe n°5 : proposition de carte de zonage d'assainissement pour la commune de Labatut
- Annexe n°6 : zoom sur le zonage d'assainissement proposé de Labatut et plan du réseau des eaux usées
- Annexe n°7 : Délibération pour l'approbation de la révision du zonage d'assainissement